Vol. 6 • No. 32 • Du 20 au 26 février 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



LES ORDRES DE L'OCCUPANT !

Voir page 4

Le représentant du secrétaire général des Nations-Unies en Haïti, le canadien Nigel Fisher, quant à lui ne passe pas par quatre chemins pour imposer aux dirigeants haïtiens une feuille de route



AU CAP : LE CARNAVAL DE LA NÉGATION !

Voir page 4

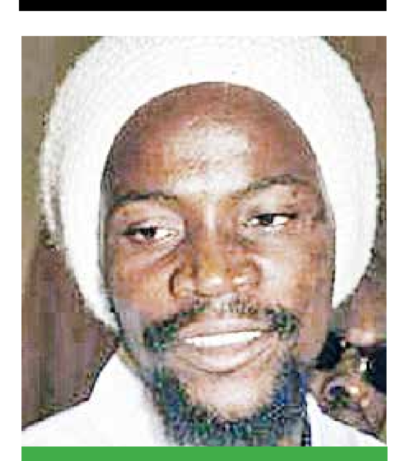
Le peuple avec cartons rouges et maillots dénonce la faim et proteste le carnaval de négation de Martelly



FRAKKA ap denonse represyon gouvènman Mateli Lamòt la kontinye fè sou moun k ap viv anba tant yo

Page 6

English Page 9



Quand la justice haïtienne ignore Sanmba Boukman

Page 7



« L'autorité publique est aux mains du système financier »

Page 12



Venezuela célèbre le retour de Chávez !

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Souhait de libération triomphante face à une occupation humiliante !

Par Berthony Dupont

En Amérique latine, on a pu constater pendant ces derniers temps que les masses populaires se sont réveillées du point de vue révolutionnaire, et se sont étroitement unies pour être les maîtres et les exécuteurs de changement dans leurs pays. Cela est d'autant plus vrai que l'histoire nous enseigne qu'elles peuvent façonner leur destin par leurs propres forces.

Au Venezuela par exemple en décembre dernier, les élections ont eu lieu sans aucun dérapage pour réélire Chavez. Le peuple cubain vient de manifester ses droits en votant massivement, avec des élèves d'école comme surveillants électoraux dans les bureaux de vote, gage d'honnêteté et de responsabilité; tout comme dimanche dernier, le peuple équatorien pour sa part vient de démontrer qu'il est également maître de son futur politique en redonnant massivement un autre mandat à son leader Rafael Correa avec plus de 55 % des voix.

L'expérience montre que ces pays qui se sont libérés du joug du colonialisme et de l'exploitation capitaliste ont maîtrisé les forces réactionnaires à la solde des grandes puissances. Quand ce ne sont pas les Etats-Unis qui leur dictent quel système politique ils doivent appliquer, ces peuples arrivent vaillamment à frayer le chemin ardu et épineux de création d'une vie nouvelle, ce qui leur permet de jeter avec grand espoir les bases d'une nation forte assortie d'une économie nationale indépendante.

L'important, ce n'est pas seulement le fait de replacer leur dirigeant au pouvoir ou de créer une certaine stabilité qui est leur point fort, c'est plutôt le fait que ces pays, malgré certains grands problèmes qu'ils continuent à confronter, aient pu arriver à faire des élections démocratiques, honnêtes et crédibles sans la présence d'expert et sans un sou des puissances impérialistes.

Quelle leçon extraordinaire de fierté, de volonté, de courage, de démocratie, et de patriotisme! Tout ce que réalise Cuba à l'heure actuelle soit sur le plan national que sur le plan international est justement le fruit de la grande victoire révolutionnaire. C'est la victoire de la Révolution Bolivarienne au Venezuela et la réussite de la grande Révolution citoyenne en Equateur qui redonnent confiance aux peuples vénézuélien et équatorien; et la fin de l'ingérence qui leur a été imposée a fini par prévaloir. Cela démontre clairement que le salut ne vient jamais d'ailleurs, si ce n'est que de soi-même.

Entre-temps, Haiti vit sous occupation onusienne depuis 2004, occupation supervisée par les chefs de file impériaux formés du triumvirat Etats-Unis, Canada, France, eux qui en 1991 et 2004 fomentèrent deux coups d'Etat qui ont complètement déstabilisé le pays pour le réduire à la présente situation de honte et de nation échouée. Les violents bouleversements qu'ils y ont causés ont plongé le pays dans un bain de sang, engendrant des milliers de cadavres et une indicible souffrance qui continue toujours. Ce faisant, ils ont atrocement foulé aux pieds les droits élémentaires du peuple forcé à vivre des heures sombres aggravées par l'intensification du pillage des richesses de la nation.

Aux dernières joutes électorales de 2011, ce sont encore eux-mêmes qui avaient décidé du résultat des élections jusqu'à nous imposer cette misérable caricature de président en la personne de Martelly.

Qui sont les responsables, quand deas sénatoriales qui devaient avoir lieu depuis janvier 2012 sont encore dans les limbes. 13 mois plus tard, rien n'est encore mis en place pour leur réalisation ? Qui ont placé ces marionnettes au pouvoir et continuent de cautionner leurs causes injustes? N'est-ce pas ce sinistre triumvirat dont les manœuvres souterraines ont atteint leur but machiavélique d'agression et de maintien du système de domination coloniale, géniteur de monstres qui enfoncent le pays davantage dans le chaos.

De sorte qu'aujourd'hui on ne comprend guère les commentaires farfelus et mal venus du représentant spécial par intérim du secrétaire général et chef civil de l'occupation du pays par la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), Nigel Fisher, quand il déclarait que « s'il y a une question qui [...] cristallise la déception des amis d'Haïti aujourd'hui, c'est celle de l'impasse dans laquelle se trouve l'organisation des élections [...] l'élite politique haïtienne est toujours en train de tenter de trouver un compromis qui semble hors d'atteinte pour former la base d'un accord permettant d'avancer vers ces élections ». Pardon, M. Fisher, la déception vient d'ailleurs. Elle a été bel et bien programmée pour que vous veniez nous parler en maître et seigneur. Votre rôle justement rime bien avec le désordre qui ruine le pays.

C'est votre mainmise sur le pays, Mr Nigel, qui a occasionné toutes ces dérives anti-démocratiques, ces manœuvres de subversion et de sabotage. C'est l'occupation du pays, en accord avec l'oligarchie haïtienne qui a engendré ce déséquilibre social de type colonial, cette brutalité inouïe et affligeante qui force le peuple haïtien à vivre en affamé, dans des conditions d'humiliation et de mépris.

Si la plus simple élection ne peut être réalisée, c'est à cause des millions de dollars que la Communauté Internationale déverse sans contrôle dans les coffres de ses valets pour organiser la corruption et les fraudes électorales. Cette déstabilisante interférence a commencé il y a quelques siècles, lorsque vos prédécesseurs, les colons, ont débarqué sur le sol de Kiskeya, déstabilisé la vie des peuples autochtones qui y vivaient en ce temps-là, en pillant leurs richesses et leurs ressources en plus de les rendre esclaves. Au fait ils ont été tous exterminés. Il n'y pas de différence entre les conquistadors d'hier et ceux qu'aujourd'hui vous représentez en tant que commissaires.

Face à cette internationale du colonialisme moderne, il est nécessaire qu'il y ait une internationale des luttes de libération pour la stabilisation des peuples frères. Si Cuba, la Bolivie, le Venezuela, et l'Equateur se sont libérés pour devenir des pays authentiquement souverains, c'est parce qu'ils sont arrivés à briser les forces d'ingérence de l'impérialisme.

Un jour viendra où Haïti marchera sur leurs traces !

Demande de justice pour les paysans de la Croix-des-Bouquets victimes de vols de terrains

Localisée à une dizaine de kilomètres de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets est une commune du département de l'ouest, située plus précisément dans la Plaine du Cul-de-Sac. Il y a une trentaine d'années, les terrains des secteurs avoisinants de la commune étaient utilisés à des fins agricoles. En raison de l'absence de ressources nécessaires au développement agricole, les paysans n'ont pas eu d'encadrement pour développer l'agriculture. Malgré cette situation certains continuent à survivre de denrées agricoles.

À cause de sa proximité avec Port-au-Prince où l'achat de terrains à des fins résidentielles est quasiment impossible, les terres dans cette commune ont pris de la valeur et sont devenues des cibles attrayantes pour des réseaux mafieux de fraudeurs et voleurs.

Au cours des dernières décennies, plusieurs réseaux de malfaiteurs se sont constitués pour profiter de ce qu'ils considèrent comme une manne moins contrôlée ou surveillée que la cocaïne et le kidnapping. Composés de notaires, arpenteurs, autorités, hommes de lois et autres bandits armés, ces réseaux de malfaiteurs utilisent les informations puisées des documents appartenant à des paysans pour fabriquer de faux documents. Ensuite, ils procèdent à l'arpentage ainsi qu'à la vente de terrains appartenant à des paysans sans être inquiétés de rien. Quelquefois, ils procèdent à l'arpentage la nuit ou tôt le matin en compagnie d'hommes armés, question d'intimider leurs victimes.

Le plus redoutable de ces réseaux mafieux est celui dirigé par la famille THÉVENIN. Cette famille a fourni des services d'arpentage et de notariat aux paysans pendant proche d'un siècle. À cet effet elle détient un registre bien garni de titres de propriétés appartenant aux paysans. Utilisant les informations de ce registre, ce réseau fabrique de faux documents et vole des terrains appartenant à des paysans, ce, sans aucune inquiétude et en toute impunité. Les membres et complices de ce réseau de malfaiteurs sont :

1) PIERRE-ANDRÉ MICHEL THEVENIN, Alias ANDOU, arpenteur qui prépare les faux documents et procède aux arpentages avec des hommes armés la nuit ou tôt le matin.

2) « Une personne en autorité », utilise son influence et son autorité pour corrompre les intervenants du système judiciaire local, évitant ainsi toute possibilité que les victimes obtiennent justice.

3) BERTHO DÉJEAN, un indésirable des États-Unis d'Amérique. Installé en République Dominicaine, il fait le va-et-vient en Haïti, cible des terrains et travaille avec le réseau pour commettre leurs forfaits. Quelquefois, il circule avec un véhicule immatriculé continue les méfaits quand ses acolytes ne sont pas en Haïti avec une plaque « OFFICIEL ».

4) OSNEL MICHEL alias NÈNEL, un fugitif faisant la navette entre Haïti et la République dominicaine, il travaille en partenariat avec le voyou DÉJEAN. C'est le fils et associé d'AUSTIN MICHEL un autre malfaiteur ayant déjà fait beaucoup de torts aux paysans.

5) MILOT DÉJEAN, complice du voyou BERTHO DÉJEAN et OSNEL MICHEL,

D'autres réseaux mafieux, noms, et rôles sont à venir…

À ceux qui se poseraient la question est-ce que cette note aurait une tendance politique, la réponse est : NON. Les paysans sont de malheureux cultivateurs et ne font pas de politique. D'ailleurs les circonstances de la vie ne leur ont même pas donnée la chance de comprendre ce qui se passe en politique. Ce réseau sévit depuis plusieurs années en toute impunité et avec complicité de personnes en position d'autorité. Des voyous font ce qu'ils veulent au vu et au su de tous, sans être inquiétés.

Il s'agit ici d'un mouvement citoyen visant à demander à l'Etat haïtien et aux organisations traitant du droit de la personne de l'aide pour ces victimes qui n'ont aucun recours face à des bandits armés et en situation d'autorité.

Notre démarche :

1) Nous demandons à l'honorable député de la Croix-des-Bouquets Monsieur JEAN TOLBERT ALEXIS de :

a) Faire une déclaration publique concernant les réseaux de malfaiteurs qui volent impunément les terrains des paysans.

b) Dire aux citoyens de la Croix-des-Bouquets ce qu'il sait de BERTHO DÉJEAN qui circule dans un véhicule avec plaque d'immatriculation « Officiel », question de faciliter les forfaits sans inquiétude, pourtant, il ne travaille pas pour l'Etat haïtien.

2) Nous demandons à l'ULCC (Unité de lutte contre la Corruption) de se saisir du dossier et au ministre de la justice d'ouvrir une enquête publique permettant ainsi aux victimes de s'exprimer, porter plainte sans être inquiétées par les représailles de bandits armées.

3) Entre-temps, nous allons continuer nos actions à partir des médias sociaux nationaux et internationaux, car les médias conventionnels haïtiens restent souvent muets sur ces genres de problématiques. Nous comptons aussi faire circuler des tracts à l'intention des paysans de la commune.

4) Une liste plus exhaustive de réseaux mafieux comprenant des malfaiteurs tels que notaires, arpenteurs, homme de lois corrompus, et autres sera accessible via le web. Avant les publications, les informations seront vérifiées. Dans certains cas les personnes dénoncées auront la chance de se justifier avant les publications.

5) Comme l'État haïtien n'a pas toujours les ressources nécessaires pour résoudre les problèmes adressés par la population, si rien n'est fait nous allons adresser la question au secteur des droits de l'homme de l'ONU. Par la même occasion, nous demanderons de l'aide à l'équipe «Avocats sans frontière » et saisirons Transparency international du dossier. Quoique la « constitution» haïtienne garantisse le droit de propriété aux citoyens, malheureusement la justice est souvent au meilleur offrant. Et les paysans veulent défendre juridiquement leurs biens face à des bandits ayant à leur portée de l'argent facile.

Encore une fois, nous affirmons qu'il ne s'agit pas d'un mouvement à caractère politique. La vérité ne meurt jamais. Il y a toujours quelqu'un qui la détient. Dans le doute, venez sur le terrain, menez vos propres enquêtes, questionnez des citoyens; posez des questions à des gens dans les environs du tribunal civil; questionnez les paysans des secteurs avoisinants; consultez les décisions déjà rendues dans ce genre de dossiers depuis une dizaine d'années et tirez vos propres conclusions.

Pour terminer, nous sommes une équipe de jeunes, dynamiques et intègres demeurant à la Croix-des-Bouquets qui constatent les faits depuis plusieurs années. Finalement, nous avons décidé d'alerter l'opinion publique et les autorités afin de venir en aide aux malheureux paysans délaissés à eux-mêmes.

Nous disons: Vive Haïti ! Vive celles et ceux qui se comportent en honnêtes citoyens ! A bas l'injustice et l'impunité !

Paysans Croix-des-Bouquets en action
Rue Jean-Jacques Dessalines
Croix-des-bouquets, La Plaine
croix-des-bouquets-en-action@hotmail.fr

Un adolescent enlevé et violé par un agent de la PNH

Par Jackson Rateau

Le dimanche 10 Février dernier, dans la ville des Cayes, Département du Sud, un adolescent de 15 ans, originaire de l'île à Vache, dont on n'a pas révélé le nom, a été violé par un agent de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Serge Carlos Giles, 35 ans, issu de la 21ème promotion de l'institution policière.

En effet, l'enfant qui revenait de la petite île (l'île à Vache), accompagné d'un de ses camarades, pour assister aux carnavals dans la métropole Sud, fut bloqué sur la plage publique dénommée « Serge Beaulieu » dans la presqu'île des Icaques, aux Cayes.

Il avait, par conséquent, imploré le secours de cet agent de l'aider à trouver un moyen de transport pour se rendre dans la grande ville (aux Cayes).

Le policier, un homosexuel, parait-il, profita pour exploiter la situation du mineur. Il l'a emmené chez lui, et l'a violé. Il a, par la suite, payé un chauffeur de taxi moto pour transporter le garçon aux Cayes.

Selon Saminia Salomon, représentante du Réseau du Sud de Défense des Droits humains (RSDH), rapportant les déclarations des parents de la victime, le policier est originaire des Cayes, mais, n'y étant pas pour autant affecté comme agent de la PNH. Il fait partie du CAT Team, une délégation détachée au service du Chef de la police. Il a enlevé l'enfant sur la Plage de Beaulieu. Il ne l'a pas menacé de son arme à feu, cependant, la lui a montrée. Juché sur sa moto, il a conduit l'enfant chez lui, puis l'a violé…Il a été arrêté le même jour de l'infraction (10 Février 2013). Il se trouve en garde à vue du commissariat des Cayes, à la disposition de la justice. Cette dernière tient à faire remarquer que, à l'Hôpital General des Cayes où la victime a été examinée, le médecin qui est un résident, a vérifié avoir trouvé du sperme dans l'anus de l'adolescent. Le specimen a été ensuite vérifiée par la Brigade de Protection des Mineurs (BPM). Le médecin a donné rendez-vous le lendemain (11 Février) pour retirer le certificat médical. C'est alors qu'on a appris que le docteur, étant un stagiaire, n'était pas autorisé à examiner la victime. Ainsi, il s'agira d'une autre examen. Ce qui revient à expliquer que de fait, les premières preuves qui devraient, en réalité, constituer le corps du délit ont été éliminées.

« Nous autres, organisations de droits humains, nous nous préoccupons du dossier. Nous admettons que le certificat médical est une preuve de valeur dans le cadre de ce dossier de viol, mais, elle n'est pas l'unique, pouvant retracer la véracité de l'acte, car le policier a avoué avoir sodomisé l'enfant. Au niveau médical, on essaie de contourner l'acte, pendant que l'auteur a avoué son forfait… », a déclaré la responsable.

Les informations fournies par le bureau du Groupe d'Appui au Développement du sud (GADES), ont fait savoir que le jeudi 14 Février dernier, la famille du Violeur a entrepris des démarches auprès des parents de la victime pour obtenir un traitement à l'amiable du dossier.

« Les parents de la victime sont fermes là-dessus. Ils réclament justice et réparation. Et, nous allons les accompagner jusqu'au bout pour éviter la négociation. C'est important pour éviter que le bourreau ne recommence pas », a ainsi précisé une responsable de GADES, Mislie Guervil.

Dans une note rendue publique le lundi 18 Février dernier, suite aux manœuvres inquiétantes constatées dans le processus d'obtention du certificat médical le GADES a dit craindre une éventuelle libération du violeur.

Bientôt l'inauguration de 40 maisons à Lascahobas

Une cérémonie sera organisée par le GARR, le mercredi 20 février 2013, à Lascahobas pour marquer l'inauguration de 40 maisons construites dans une logique de coopérative de logement d'aide mutuelle à l'intention de familles déplacées et d'autres personnes vivant dans une situation d'extrême.

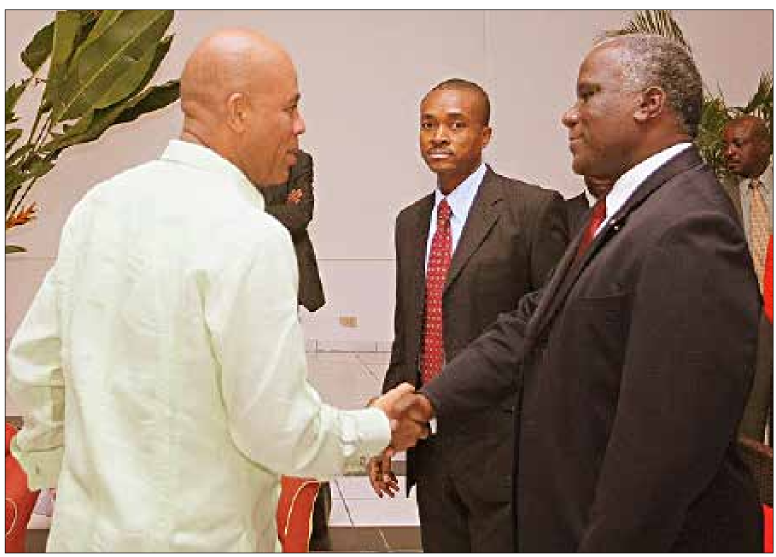
La construction de ces maisons, d'environ 42 m², rentre dans le cadre d'un projet titré" Appui à la réduction de la vulnérabilité des personnes et communautés affectées par le séisme du 12 janvier 2010 à la frontière Haiti-République dominicaine".

Ce projet est rendu possible avec l'appui des autorités locales, la direction de la Protection Civile et le financement de Christian Aid / DEC. Un nombre de 557 personnes sont touchées par plusieurs programmes d'accompagnement élaborés dans ce même projet. La cérémonie d'inauguration de ces maisons est prévue à 10h du matin, dans le " Village Solidarité" où vivent des familles réunies au sein d'une coopérative dénommée KOLOSO (Koperativ lojman solidarite/ coopérative de logement de solidarité).



Des maisons construites par le GARR à Lascahobas Photo: Carlos Jauregui

Les Ordres de l'Occupant!



Le sénateur Annick François Joseph salue Michel Martelly

Par Isabelle L. Papillon

Après deux (2) ans de mauvaise gouvernance et l'échec des priorités du régime kaletèt de Martelly-Lamothe pourtant supporté par la communauté internationale, tous les indicateurs sont au rouge. Les objectifs fixés sont loin d'être atteints, les slogans et les propagandes qui coûtent très chers au peuple haïtien ne font que jeter de la poudre aux yeux des masses. Les conditions de vie du peuple haïtien s'aggravent et les faits peuvent en témoigner. L'année 2012, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) n'a été que de 2.5%, alors qu'on avait prévu une croissance de 8%. Le taux de chômage atteint plus de 80% et près de 6.7 millions sur 10 millions d'Haïtiens souffrent d'insécurité alimentaire chronique.

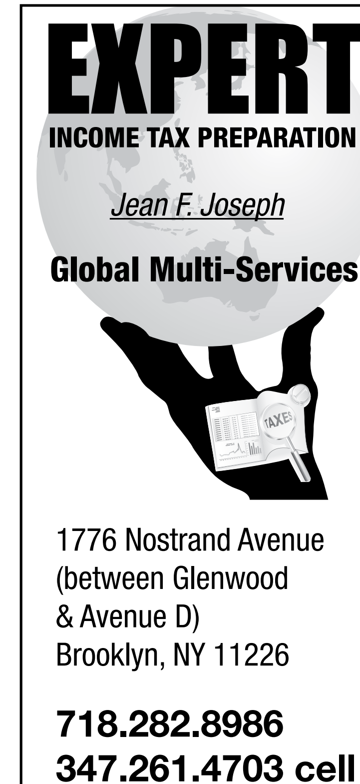
Entre-temps, des scandales de corruption de gaspillage des ressources, de violations des droits de la personne, de la liberté d'expression, les arrestations arbitraires et illégales ne cessent de défrayer la chronique partout dans le pays. Des institutions ne fonctionnent pas régulièrement, et le pays plonge dans les tréfonds de l'abîme.

L'incapacité et l'incompétence du gouvernement Martelly-Lamothe *découragent certains pays dits amis d'Haïti et favorisent* l'influence de la communauté internationale sur les affaires internes d'Haïti. Le Canada a déjà suspendu toutes ses aides à Haïti. Les Etats-Unis et l'Union Européenne s'impatientent à voir les choses bouger, surtout en ce qui a trait à l'organisation des élections. Le représentant du secrétaire général des Nations-Unies en Haïti, le canadien Nigel Fisher, quant à lui ne passe pas par quatre chemins pour imposer aux dirigeants haïtiens une feuille de route. Après une analyse critique de la situation politique, économique et sociale du pays, le prochain rapport ne paraîtrait pas si optimiste selon monsieur Fisher.

« *Dans un mois, le dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur Haïti sera l'objet de débat au Conseil de sécurité. Je serai là pour le présenter. Le projet de rapport actuel n'est pas si optimiste. C'est pourquoi, ces prochaines semaines j'espère pouvoir travailler avec les dirigeants du pays, l'Exécutif et le Législatif pour pouvoir témoigner de progrès tangibles. Le symbole de ce progrès, ce seront des preuves d'une sortie de l'impasse des élections : un accord sur une date, la mise en place du CTCEP et, je l'espère, au moins un accord politique ad minima sur les étapes à suivre pour mettre ce processus d'élections en mouvement. La MINUSTAH et les amis d'Haïti sont prêts à accompagner Haïti dans toutes ces étapes pour garantir la tenue d'élections crédibles le plus tôt possible, cette année.*»

Pour faire face à cette situation, la communauté internationale va proposer un programme reposant sur quatre (4) priorités pour les prochaines années. « *Le Conseil de sécurité et le Secrétaire général m'ont aussi demandé de préparer, avec le Gouvernement haïtien, une feuille de route pour les prochaines années, qui va définir clairement un ensemble limité de priorités pour la MINUSTAH, afin de promouvoir la stabilité et la sécurité, de renforcer l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance. Cette feuille de route établira aussi de manière transparente les conditions dans lesquelles la MINUSTAH sera en mesure de poursuivre la réduction de ses effectifs et devrait être incluse dans le Rapport du Secrétaire Général que le Conseil de sécurité examinera à la mi-mars. Donc, encore une fois, nous avons peu de temps. Dès mon retour de New-York,*

Suite à la page (14)



Au Cap : Le carnaval de la négation

Par J. Fatal Piard

Kita Nago, il y a quelques jours déjà venait de matérialiser l'unité historique des masses populaires à la grande stupéfaction des antinationaux. Mais, le carnaval de Miki et de ses cliques, par l'exclusion des groupes qui se sont faits les porte- parole des laissés-pour-compte en a pris le contre-pied. Cette criante réalité, vient de prouver une nouvelle fois que la discrimination, l'hypocrisie, la haine, l'intolérance constituent l'instinct de base de ces «élites» arriérées, et elles ne sont pas parvenues à s'en défaire même pour une seconde.

«*Le président s'occupait des choses de l'Etat. Nous n'avions reçu aucun message relatif à l'exclusion de quelque groupe que ce soit. Encore une fois c'est un peu dur. Les gens ont inventé leur propre nouvelle et cela crée des problèmes*», a déclaré Monsieur Gilbert Bailly. *Kouman misye dwe santi l lè l fin wè kouman sa pase ?* Faisant office de «président» Aloral du comité du carnaval, par pure hypocrisie, il continuait de rassurer les groupes musicaux, en dépit de l'évidence des sévères censures imposées par le président en personne.

Quelques instants après allait «atterir» le vrai son de cloche. «Mon carnaval est conçu pour attirer les touristes. Le texte de Don Kato lui est conçu pour les manifestations politiques. Alors c'es moi qui ai pris la décision de l'exclure», a déclaré le véritable président du comité du carnaval qui venait de s'approprier cette réjouissance populaire aussi vieille que le pays. Alors, il vient de faire de l'exclusion le 6ème E de son programme de gouvernement.

Au cas où Monsieur Bailly n'aurait pas fait négation de son caractère d'homme, il devrait se démettre sur le coup. Il faut être un Homme qui a «atterri» pour atteindre cette dimension si élevée. Mais, privilèges, *koutay, rakèt* et autres coups bas plus bas que la bassesse obligent. L'attitude de Monsieur Bailly a démontré qu'il était le président fantôme d'un comité de la négation.

La Négation de Boukmann

«Oh rage, oh désespoir, oh sans personnalité…amis» !!! D'entrée de jeu, disons que cet irrémédiable affront fait au groupe de tendance racine Boukmann Eksperyans est un cas d'espèce. Ceci dit, il faut le traiter avec beaucoup de perspicacité *pou w pa wont apre*. Car, pour ceux et celles qui sont au courant du passé du bourreau et de la victime, ce sont les même *kabrit Tomazo ki di donk* les plumes et les plumages qui se ressemblent.

Pour mémoire, rappelons qu'entre 2002 et 2004, Miki et Lòlò deux matchòpwèl GNB devan Letènèl, liguaient leur sens inné d'apatride pour alimenter la déstabilisation où côte à côte ils prenaient une part active. La présence de ces chaloska portant le masque de Minustah Kolera n'est d'ailleurs que la matérialisation de cette politique de chambardement minutieusement orchestrée par la France, les Etats-Unis et le Canada en vue d'enfoncer encore Haïti dans les ornières du sous développement. *Lòt mesye yo se ekzekitan yo ye.*

C'est avec yon Dyakout Kalòt que le chanteur principal de Dyakout Mizik, Pouchon Duverger a été reçu

Il avait fallu le déroulement de ces festivités carnavalesques pour que cette scission entre GNB de gros calibre soit définitivement consommée. N'empêche pourtant que nous pouvons raconter les faits tels que vécus par Lòlò, Manzè et leurs musiciens palè nasyonal (*san karaktè*). « *Miki cheri kite m bo pye w pou w ka ban m chans patisipe nan kanaval Okap la, patwon pa m nan. Se sèl okazyon pou m ka fè yon ti kòb. Ou se mizisyen GNB parèy mwen ou konnen jan lakay pa bon*», a supplié Lòlò plié en deux comme un inversé.

«*Je pourrais à la rigueur faire une concession de dernière heure. Car en dépit de votre manque de sentiment d'appartenance, je me souviens quand même de votre participation active en vue de provoquer le séisme GNB. Un vendredi de décembre 2003, après avoir pris part à une manifestation, tu avais adroitement simulé un enlèvement au point que tout le pays s'était mis à ta recherche. Le monde entier s'est mis à diaboliser le gouvernement de Titid. Comme résultat mon président Georges Busch a passé l'ordre formel de le kidnapper au soir du 29 février 2004*», lui a rappelé Miki qui a une mémoire d'éléphant.

Le président du comité du carnaval a poursuivi pour couvrir Lòlò de reproches. «*Monchè Lòlò ou gen sou ou ti papa. Ti kriye, ou gen doktora nan Engra nan San Wont ak nan Flatè. Monchè w gen tan bliye m se mizisyen m ap fè yon kanaval sou ou tou. Pip pip pidip pidip Engra Engra Engra Engra, Pip pip pidip pidip San Wont San Wont San Wont San Wont, Pip pip pidip pidip Flatè Flatè Flatè Flatè. Entre GBN de gros calibre je te promets une participation seulement Aloral*», lui a fait savoir Miki.

«*Pour être honnête et sincère avec toi, je ne peux cependant te garantir que ton char va Atterrir. Mon vice Président Gwo Wowo ainsi que mon entourage immédiat ne vont jamais te pardonner de cette ingratitude en me traitant de Blofè, Blofè, Blofè, Dyòlè, Dyòlè, Dyòlè, Dyòlè, Mantè, Mantè, Mantè, Mantè. Et ils ont grandement raison. Partant de cette considération, même le pape nous aurait payé chèrement une telle goujaterie*», lui a reproché Miki tout en le tirant vers lui en le tenant par son Djwed qui dégage une odeur moisie.

En dépit de cette sévère mise en garde ajoutée à ces reproches draconiens, Lòlò continuait de se leurrer d'illusion qu'il va Atterrir au Cap an gran panpan. «*Ne vous en faites pas Miki, Manzè et moi, nous sommes prêts à ramper de Labady à la Citadelle pour inonder les semelles de Monsieur Gwo Wowo d'un milliard de baisers mouillés. Pour çà, ne vous en faites pas Monsieur Miki, vous me connaissez autant que moi je vous connais bien*», lui a rappelé Lòlò qui tenait à prendre part au carnaval au prix même de la négation de sa personnalité.

En effet, dès le premier jour l'expérience a été si malheureuse pour Boukmann Eksperyans qu'on a rebaptisé le groupe : Boukmann Eksperyans Malheureuses. Son char Aloral, sans couleur et avec un son tòl, a été victime d'une mystérieuse «**panne d'essence**» après quelques mètres du lieu de départ. Et tous les trois jours allaient être pour Lòlò et sa bande comme de Charybde en Scylla, une suite interminable d'embuches adroitement bien posées.

Laissons à la victime le temps de raconter lui même son périple capois. «Le 2ème jour, deux policiers du SWAT accompagnant les proches du président Martelly nous intimaient l'ordre de sortir du défilé et de nous garer à la lisière de la route. Vers minuit, ils nous ont permis de démarrer, mais le char était à nouveau en panne d'essence. *Se yo n pwen pàn gaz Boukmann pran*. Le 3ème jour, nous avons commencé à jouer à la rue 24. Arrivés à la rue 8, deux chars nous ont manifestement empêchés d'avancer. Celui de Zatrap et celui de Mass Konpa nous ont pris en sandwich », a constaté impuissant Lòlò.

La victime a poursuivi de lamentations en lamentations les unes plus pénétrantes que les autres. «J'ai été discuter avec les musiciens de ces groupes qui m'ont affirmé n'avoir aucune dent contre nous. Mais… ils ont continué à nous bloquer comme si de rien n'était. J'ai rebroussé chemin dans l'espoir que nous pourrions reprendre le parcours. Mais en arrivant, grande a été ma stupéfaction de faire l'amer constat que tous les pneus du camion étaient littéralement crevés », s'est lamenté Lòlò à l'instar d'un nouveau né pleurnichant pour du lait.

En dépit de tant d'évidences, Lòlò persistait à nier que les organisateurs ont volontairement boycotté Boukmann Eksperyans pour les avoir qualifiés de Dyòlè, Mantè, Blofè. Toutes ces preuves de bassesses suffisent pour affirmer qu'au cas où les festivités eussent été prolongées jusqu'au prochain dimanche Lòlò avait été disposer à espérer pouvoir bénéficier de la mansuétude infinie de Gwo Wowo. Ayant littéralement fait **Négation** de sa personnalité Lòlò, victime de tants d'avanies et d'humiliations n'a osé se plaindre même tout bas. *Fanfan, kote GNB pe imilye GNB parèy li,* Pèp souvren pa mele tande.

Des musiciens giflés

Nan kanaval Okap la, atis, jounalis, simples participants, tout moun jwenn. Le lundi 11 février, c'était au tour des musiciens de Dyakout Mizik de recevoir leur part de bastonnade. Pouchon Duverger, chanteur principal du groupe a été sévèrement arrosé avec un nombre incalculable de paires de gifles d'un USGPN. Programmés à cette fin, humilier un compatriote en le giflant à plusieurs reprises est sûrement le seul et unique brevet de compétence de ces bourreaux atteints de rage.

«*Le président Martelly nous a invités à le rejoindre sur son stand. Nous sommes descendus du char pour aller le retrouver. C'est avec yon Dyakout Kalòt que le chanteur principal de Dyakout Mizik, Pouchon Duverger a été reçu. Certes nous admettons avoir été humiliés publiquement, mais nous ne pouvions faire autrement. Nous avons tout fait pour consoler la victime qui a enfin accepté de continuer à performer». Nou tande yon koze santi.*

Ces déclarations émétiques proviennent de l'autre Roro le batteur attitré de Dyakout Mizik. Fanfan, figurez-vous un instant avoir été invité chez quelqu'un. Les agents préposés à la sécurité vous ont reçu avec des paires de gifles agrémentées d'insultes du genre zenglendo, voyou, asasen. Nou konn sekirite makout sa a yo déjà. Comme si de rien était vous êtes rentrés, vous baisez les pieds du Pharaon et performez pour les délices de ces mêmes bourreaux dépourvus d'entrailles qui viennent tout juste de vous passer à tabac et de vous insulter.

Toujours est-il, les musiciens de Dyakout Mizik, ayant fait **Négation** de leur dignité ont accepté ces humiliations comme s'il s'agissait de distinctions que le roi Henry Christophe leur avait réservées. L'autre Roro, même éloigné des tortionnaires a peur de dénoncer leur engouement à matraquer ses co-musiciens. Et ces bourreaux au cours du prochain carnaval s'apprêtent déjà à multiplier par un million ces

Suite à la page (14)

C'est le commencement de la douleur
La dictature de Martelly se précise

Par Fanfan la Tulipe

Il y a de cela trois semaines, je titrais un article « Petit à petit le malfini Martelly fait son nid». Je ne divaguais pas. L'expérience du récent Carnaval national tenu au Cap-Haïtien par la seule volonté du président Martelly vient de dessiller les yeux aux plus naïfs, aux plus crédules, aux plus aveugles. Plusieurs épisodes survenus durant les trois jours gras et le samedi précédant la grasseté des festivités ont concouru à montrer que Martelly glisse, en roue libre, sur la pente dangereuse de dérives autoritaires indiquant que sa dictature se précise.

Ma grand-mère maternelle, souvent mon inspiratrice, avait l'habitude de dire «C'est le commencement de la douleur» quand telle situation s'annonçait pénible, lorsqu'elle pressentait que telle autre situation représentait un processus, justement, douloureux. Ainsi, quoiqu'elle ne fût pas une intellectuelle, une analyste politique futée ou affûtée, elle avait réalisé, avec son flair et son bon sens de *granmounn lontan* que l'assassinat des trois lycéens aux Gonaïves, lors de l'effervescence politique anti-Jean-Claude Duvalier, était «le commencement de la douleur». Il en fut bien ainsi, une douleur qui d'ailleurs a connu un réveil depuis le retour au pays de Baby Doc.

La semaine du Carnaval de 2013 a montré comment le malfini Martelly est en train de parfaire son nid dictatorial. Dès le samedi 9 février, le bal anti-démocratique a commencé avec le bal des reines tenu au Palais de Sans-Souci. Des équipes de télévision avaient été invitées, par le comité du carnaval, à couvrir l'événement – impérial – dont Télé Caraïbes, Télé Métropole et Télé Superstar. Grande fut la consternation de ces dernières sinon leur indignation de se voir éconduites par les autorités *inconduites* chargées de la sécurité du président, déguisé ce soir-là en habit impérial. Ces trois stations n'étant pas en odeur de sainteté ou de carnavalté auprès de la présidence, Lucien Jura, porte-parole empressé, guindé et sirupeux de Martelly et de ses démesures fit le sale boulot pour son patron en s'étant assuré que ces trois médias fussent contraints à vider les lieux au profit de la TNH.

C'était vraiment le commencement de la douleur même au sens physique du terme, puisque dans la foulée du refoulement des équipes de télévision, deux journalistes Watson Phanor et Edzer César de Radio RFM, dans l'exercice de leur profession au Cap-Haïtien où ils assuraient la couverture des festivités carnavalesques, ont été rossés d'importance, bastonnés *nan gou Jezi*, *macaqués*, *ronflés*, violemment malmenés par des agents de l'Unité de sécurité générale du Palais National (USGPN). Même, apparemment, un certain Gregory aux morbides pulsions à la Ti Boule aurait dit qu'il aurait abattu Phanor, le premier journaliste à être agressé, s'il ne portait pas son uniforme d'agent de sécurité. Assurément, il se savait bien en sécurité à l'ombre des ordres de répression du président, aussi s'est-il lâché et a laissé s'exprimer ses instincts bestiaux et homicides.


Le journaliste Watson Phanor

Comme à l'accoutumée, plusieurs groupes musicaux devaient participer aux traditionnels défilés carnavalesques. Certains d'entre eux allaient être victimes, à leur grand déplaisir, de la douleur déclenchée par le comportement dictatorial de Martelly. En effet, alors que le comité du Carnaval 2013 avait invité tous les noms connus de la musique haïtienne, Martelly au tout dernier moment, a, de façon dictatoriale, transformé les festivités carnavalesques en un exercice d'exclusion. Gwoponyettement, les groupes Brothers Posse de Don Cato, Boukman Eksperyans, Kampeche et Ram, connus pour le genre musical *Rasin,* ont été interdits de participation aux défilés. Jamais, de mémoire de carnavaliers, on avait assisté à une telle brutale, rancunière et vulgaire intervention d'un chef de l'Etat.

Vindicatif, mesquin, bas, capon, misérable et méprisable, Martelly a eu peur des revendications populaires véhiculées par ces groupes frondeurs exprimant les frustrations et le désarroi d'une population aux abois car ne pouvant plus supporter les balivernes, mensonges et subterfuges de ce président et de son gouvernement «à l'oral», incapables «d'atterrir». L'éducation gratuite, la création d'emplois, l'état de droit, les activités prétendument charitables de Gwo Soso et autres gymnastiques mensongères ne sont que poudre aux yeux, des pirouettes «à l'oral» pour masquer l'incompétence, l'insouciance, les nuisances, l'indifférence, la cruelle inconscience, la révoltante désinvolture d'un président, d'un gouvernement toujours en mal de jouissances effrénées.

Retournant le fer dans la plaie, le dimanche 10 février 2013, le ministre de la justice, Me Jean Renel Sanon, vulgaire appendice exécutif de Martelly, dans un communiqué pas mal musclé, a menacé de manière à peine voilée de la volonté de son ministère (et de la présidence) d'imposer des restrictions à l'exercice de la liberté de la presse en Haïti. Essayant bêtement, sottement, maladroitement, gauchement et duvaliéristement d'intimider le monde des médias, le débile et servile valet appendiculaire du président a prétendu assimiler la diffusion de toute information non conforme aux visées et billevesées du pouvoir exécutif à de la diffamation ou de l'incitation à la violence. En vérité, le commencement de la douleur pour les journalistes professionnels.

Pire, pour éviter toute tentative par les Port-au-Princiens de fêter le carnaval en l'absence du président aux anciennes habitudes carnavalesques des 200% KK., pour bâillonner la joie des citadins, la mairie de Port-au-Prince, échine pliée, toute fierté bue, a interdit par communiqué toute festivité à la capitale pendant les jours gras. De toute évidence, le maire de la capitale a obéi à des ordres exprès. Le prince a droit à ses plaisirs, à ses rocambolesques fantasmes et pulsions narcissiques. Quant à la population de Port-au-Prince elle n'a qu'à aller se faire f... et péter dans les fleurs.

La douleur commence à peine d'autant plus que les forces traditionnelles : les partis politiques bancals ou *kokobe*, ladite société si vile et si frileuse, les parlementaires émasculés et soumis, le clergé moralement refroidi par les frasques pédophiles de nombre de prélats, maints intellectuels influents mais sans virilité politique progressiste, certains médias honteusement à la solde de l'Exécutif, ont quasiment donné le gain à ce saltimbanque de Martelly accouché aux forceps de Washington. Effrayées par les revendications des masses dont elles ne se sentent nullement solidaires, bien sanglées dans l'étroitesse de leur réflexe de classe, elles ne sont nullement intéressées à s'associer à leur dynamique de refus du statu quo, de mobilisation ponctuelle contre la vie chère, une misère «*klowòx*» au ventre et l'absence de toute perspective de mieux-être.

Ces dites forces traditionnelles doivent commencer à mettre leur barbe à la trempe, hommes, hommelettes, femmes, femmelettes et imberbes confondus, car le temps n'est pas loin où la dictature sautera sur elles *dan griyen, je kale, tèt kale*. Et tout le monde dira : oh ! *apa se vre* ! J'imagine – quel cauchemar ! – une dictature bien *chita*, confortablement assise dans son fauteuil présidentiel, faisant mieux que Papa Doc et Baby Doc réunis, imposant des droits de péage à l'entrée des grandes villes pour une vraie «Rénovation nationale» aux couleurs bleu macoute de Papa Doc, ou rose bonbon de Sweet Micky. Ce sera assurément pour promouvoir et entretenir d'autres œuvres de bienfaisance bidonnes, bidonnantes, mystifiantes de Madame Gwo Soso.

Il faudra bien faire un stade à la gloire du président et de son fils athletus emeritus, Micky Trujillo Molina Martelly et Ti Micky Trujillito Molina Martelly. Alors oui, tout le monde devra casquer : les partisans, les vrais aussi bien que les pseudos, les opposants déclarés ou en mal de déclaration, les opposés à tout compromis, les «déposés» et «reposés» de Préval, les opposeurs à tout, les proposeurs de conférence nationale, les attentistes, les toutistes, les patatistes, les irrédentistes, les jusqu'aux-boutistes, les roulibeurs, les profiteurs, les bêtiseurs, les flâneurs, les chômeurs, les batifoleurs, les beaux parleurs, les mal parleurs, les hâbleurs, tout le monde devra soutenir la cause nationale, en clair les caisses du *benefactor* et de la benfactrice de la *patria nueva*.

Madame Gwo Soso soucieuse du bien-être de la population particulièrement des démunis va se lever un beau jour et décider d'un commun accord avec son mari que les citoyens et citoyennes doivent se protéger des ardeurs du soleil. On aura fait une publicité massive pour porter (forcer ?) les gens à s'acheter un parasol rose et blanc à l'effigie du président. Et gare à ceux-là qui n'auront pas acheté leur parasol ! La Chine aura manufacturé ces joujoux-cailloux-hibouxgenoux-poux au prix de revient de un dollar par parasol, par tête de citoyen cochonné. Mais il faudra les acheter à... six dollars. Imaginez les gras rires de Gwo Soso faisant multiplications et additions...

Ce sera le commencement de la douleur car dans sa mégalomanie vorace, le président voudra suivre les traces de son maître à penser, Papa Doc. Il voudra une ville à la gloire de son génie carnavalo-lubrico-musical. La ville des Cayes qui le porta un jour à la présidence – prétend-on – deviendra Martelly-Ville. Aux portes de la ville, à l'entrée et à la sortie, il y aura une guérite avec les collecteurs des «Fonds de la Rénovation Patriotique» qui veilleront à ce que les coffres présidentiels soient bien remplis. Bien sûr, comme Duvalier-Ville ce sera une ville mortnée dont il ne restera éventuellement que la gaguère.

Lors de la pose de la première pierre de cette ville fantasme et fantôme, accourront : l'ambassadeur-drice des Etats-Unis pour un petit speech larmoyant, le nonce apostolique – faudrait-il plutôt dire la ronce apostolique – pour bénir cette entreprise marquée «au coin du civisme et de la modernité», et tout le gratin social de Port-au-Prince venu s'émoustiller, se gratiner, se tortiller et admirer l'œuvre grandiose du président et souhaiter qu'il reste «à vie», un vœu que tout le beau monde gratinal aimera... à mort.

Les journalistes qui depuis les mésaventures de la corporation – de Gotson Pierre du Groupe Médialternatif («*se voye yo voye l, kite l vini*») à Phanor et César – clament haut et fort – avec raison – que *nan pwen sa*, qu'on a mené trop de luttes pour les acquis du 7 février 1986, devront commencer à mettre de l'eau dans leur *gwòg* démocratique et à ne plus le boire sec. Qu'on ne se fasse pas d'illusions sur le cynisme dépravé, macouto-fasciste de l'animal au service de l'impérialisme qui le protège. Clifford Brandt, même en prison, est toujours en réserve des pratiques kidnappantes suivies de... disparition. Quant au «laboratoire», c'est vieux jeu car il est rompu aux pratiques «disparaîssantes». Barbes à la trempe toutes ! Veillez et priez, à défaut de pouvoir – pour le moment – bien s'organiser et faire face à la bête en rangs serrés et déterminés.

Suite au communiqué du Sinistre de la Justice, il semblerait qu'une commande de barbouquettes roses ait déjà été lancée pour tenir en respect les journalistes *dyòlalèlè* et *dyòlalèlèz,* fouyapoteurs et fouyapoteuses. Au moindre *akasan* fouyapotant, les nervis bracelet-rosés siroteront et barbouquetteront à volonté. Pensez-y bien : avec Duvalier père on avait certes affaire à un fou furieux, mais le tyran pouvait au moins s'auto-contrôler, parfois. Avec Martelly, la furiosité ambulante est imprévisible, le mec n'ayant jamais eu de mécanismes internes de contrôle de ses pulsions. Vous imaginez. Avec lui, on peut s'attendre à toutes les formes de barbouquetterie, des plus discrètes aux plus violentes.

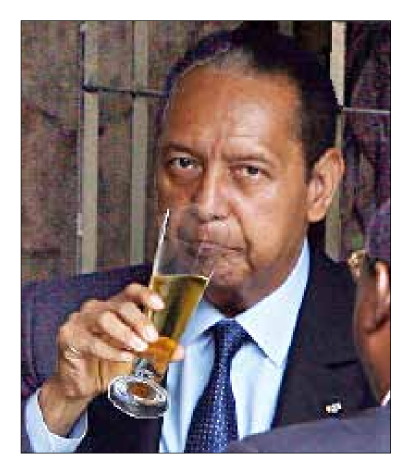
Alors là, ce sera le commencement de la douleur.

Arete, jije Divalye pou krim kont limanite ak dwèt long siperyè

Jedi 21 fevriye 2013 k ap vini la a, ansyen diktatè Janklod Divalye ta dwe prezante devan Lakou Dapèl pou reponn kesyon lajistis pou krim li te fè nan rejim nan. Apre ansyen diktatè a te fin debake nan peyi a, nan dat 16 janvye 2011, plizyè viktim rejim Divalye a te al pote plent pou zak yo te viktim pandan rejim makout la. Men, depi Mateli fin pran pouvwa a, tout moun konstate se gwo pwoteksyon ansyen diktatè kriminèl dwèt long lan jwenn bò kote pouvwa anplas la. Nan okazyon selebrasyon 2e anivèsè tranbleman tè 12 janvye a, tout moun te konstate ansyen diktatè a te kanpe tèt frèt bò kote prezidan repiblik la ak Bill Clinton, pou pase viktim yo nan betiz. Nan dat 22 sektanm 2011, plizyè tonton makout, ladan yo Renold Georges ak Osner Févry te al twouble yon prezantasyon Amisti Entènasyonal t ap fè nan Otèl Le Plaza sou zak diktatè a. Nan dat 16 desanm 2011, ansyen diktatè a te al jwe wòl parenn yon pwomosyon etidyan nan dwa gonayiv, san kè li pat sote akòz pwoteksyon li jwenn nan men pouvwa a ak mepri pouvwa a pou viktim yo. Tout pandan ansyen diktatè a te sou kontwòl lajistis, li te toujou sikile toupatou kote li vle nan peyi a. Sa ki te montre aklè ansyen diktatè kriminèl la te toujou jwenn bonjan pwoteksyon nan men pouvwa Martelly a.

Anplis sa, pratik gwo ponyèt pouvwa anplas la ap deplòtonnen jounen jodi a, vin bay ansyen diktatè a ak kolonn makout yo plis lapè nan tèt toujou, pandan lapenn viktim yo ap grandi. Se sa ki fè nan okazyon konvokasyon ansyen diktatè a devan Lakou Dapèl, nan dat 7 fevriye 2013, gen tonton makout ki te menm fè agresyon sou militan ki t ap mande jijman Divalye devan baryè pakè a. Tonton makout yo vin pi awogan, yo pran pòz bandi legal yo. Se pou sa n ap pwofite okazyon sa a, pou nou denonse ak tout fòs nou, pratik makout braslè woz k ap devlope nan pouvwa Martelly/Lamothe la. Pami pratik sa yo, nou ka site : arestasyon depite an fonksyon, arestasyon ak anprizonnman militan lavalas yo, zak represyon sou jounalis, konpòtman TIBOBO, Bòs Pent plizyè moun ki nan ekip sekirite palè nasyonal ak pwòch pouvwa a epi kominike baboukèt ministè lenjistis la.

Si nou pa leve kanpe, diktati ak tonton makout ap tounen sou nou. Nan okazyon konparisyon ansyen diktatè a devan Lakou Dapèl nan dat 21 fevriye k ap vini la a, tout demokrat, militan pwogresis, revolisyonè ak viktim Divalye yo dwe pote kole pou vin mande jijman ansyen diktatè a ak tout akolit li yo ki te nan rejim nan. Si nou pa leve kanpe, viktim rejim makout la pap jwenn jistis epi diktati k ap boujonnen an ap chita sou lestomak nou. Se pou sa nou mande tout moun ki pa vle pou diktati retounen nan peyi a, pou yo pote kole ak viktim Divalye yo devan pakè sou bisantnè, jou jedi 21 fevriye a, a 10zè nan maten.


Diktatè Janklod Divalye

Aba diktati ! Aba pratik makout braslè woz! Viv Pwosè rejim nan ! Viv bonjan Jistis pou tout viktim rejim bout di Divalye a

Pou Otantifikasyon
Jean Louis LOUIS, Petit-Jean DERINX ak Guy NUMA
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen, Pati KAN PEP LA, MODEP, FRAKKA, SEK GRAMSCI, FDDPA, RPS, FGPB, GREPS
Pòtoprens, 18 fevriye 2013

FRAKKA ap denonse represyon gouvènman Mateli Lamòt la kontinye fè sou moun k ap viv anba tant yo

Vandredi 15 fevriye pase a, jidepè Frantz Vertus alyas Tenmpla Akonpaye lapolis ak bandi ki te gen divès kalite zam nan men yo, debake nan kan Gaston Magon ki chita nan Maryani, yo bat moun, mèm timoun pran anpil kout baton, yo kraze anviwon 150 tant moun k ap viv nan kan an. Lapolis te tire anpil kout zam pou simen laperèz nan kan an, pou te pèmèt bandi yo mennen operasyon kraze brize a. Bandi yo menm pwofite vòlè lajan ak lòt bagay viktim yo te genyen. Apre zak tonton makout sa a, anviwon 150 fanmi ap dòmi nan lari. Sitiyasyon an difisil anpil pou fanm ak timoun yo. Se vre Lameri Kafou te vin fè resansman nan kan an apre zak bandi legal yo, men li poko fè anyen pou viktim yo. Fò n raple, jij depè sa ate deja kraze 20 tant nan kan sa a, vandredi 26 novanm 2012 la, san li pa t voye okenn papye jiman bay moun yo.


Gouvènman Mateli Lamòt la pase nan fè presyon ak represyon pou swadizan rezoud pwoblèm moun k ap viv anba tant yo, yon fason gwo ponyèt

Menm jou vandredi 15 fevriye a, fanmi Poten debake ak yon ekip bandi nan kan Akra 2 ki chita nan Jivena, yo kraze yon gwo abri pwovizwa ONG te konstwi pou popilasyon k ap viv nan kan an pou lè gen move tan, apre sa yo kraze yon ventèn tant. Lafanmi Poten ki di tè kote kan an ye se pou li, di y ap retounen ak ekip bandi yo vin kontinye kraze tant viktim yo.

Yon lòt fwa ankò, FRAKKA denonse pastè Jorèl Jèn ki kontinye fè move zak kont moun k ap viv nan kan Gras Vilaj la. Dènye zak li fè se baryè kan an li retire, sa lage moun k ap viv nan kan yo nan plis ensekirite. Dimanch 17 Fevriye a, 11zè nan aswè daprè moun nan kan an gras vilaj, pastè jorèl ta peye yon gwoup bandi pou al kalonnen viktim yo ak kout wòch. Alòske, anpil moun fè kwè pastè Jorèl ta ranmase lajan swa dizan pou l te konstwi kay pou moun nan kan yo, li pran lajan yo, li pa fè okenn kay bay viktim yo, epi li vle mete moun yo deyò ak fòs zam li, paske rejim makout li a sou pouvwa.

Pou FRAKKA, aksyon sa yo sanble tèt kale ak zak bandi ki t ap travay pou gouvènman an te fè nan kan Plas Jeremi 21 desanm 2011 lan. Soti nan bay manti nan peryòd eleksyon sou pwojè kay yo te genyen, tonbe nan gaspiyaj plizyè milyon dola ameriken yo ranmase nan non viktim 12 janvye yo nan pwojè bidon yo rele 16/6 la, gouvènman Mateli Lamòt la pase nan fè presyon ak represyon pou swadizan rezoud pwoblèm moun k ap viv anba tant yo, yon fason gwo ponyèt. Nou te deja konnen se sèl fason makout rezoud pwoblèm sosyal ak pwoblèm politik yo, makout pap chanje, makout pap janm chanje. Sèl sa makout konnen, se piye kès Leta nan volè ak koripsyon, fè presyon, represyon ak ansasinay.

FRAKKA denonse tout zak entimidasyon, presyon, represyon ak tout zak kraze brfize ajan gouvènman Mateli Lamòt la ak tout moun ki di yo se mèt tè ap fè kont moun k ap viv anba tant yo.

Yon lòt fwa ankò FRAKKA mande pou :

- Gouvènman Mateli Lamòt la kanpe sou tout fòm ekspilsyon fòse kont moun k ap viv anba tant yo.
- Gouvènman Mateli Lamòt lan pran tout dispozisyon pou aplike atik 22 konstitisyon 1987 la ki di aklè :Leta rekonèt dwa tout moun genyen pou yo jwenn bon jan kay pou yo rete.
- Chèf lapolis la sanksyone tout polisye k ap fè represyon kont moun k ap viv anba tant yo.
- Moun k ap viv anba tant yo leve kanpe pou fòse gouvènman an ba nou bon jan kay pou nou viv ak tout diyite nou kòm moun.

SANON Reyneld, Sekretè Egzekitif
ak SOUVERAIN Jean Gardy
Trezorye Adjwen

Jeremi, Site Powèt, transfòme an Site Politisyen zèl ravèt

Tout moun ki konn vil Jeremi, tout moun ki konn vil sa atravè liv, konnen li gen yon pase. Yon pase entelektyèl. Se yon vil ki gen yon pye bwa ki te konn bay fwi pandan tout lane. Fwi sa a te rele pwezi.

M sonje menm Bokal, yon travayè ki te konn pote sak, te konn di lè li anba tafya l : « mwen ta renmen kouwè mèt Roumè pou m ta di "Ti è lebèf sale"». Nan namn nou, nan kè n, nou te pote pwezi. Sa yo rele miz nan, se lakay nou li te ye. Tout lajounen li t ap pwomennen nan lari n. Nòde t ap vante, li te enspire n, zwazo t ap chante, li enspire n. Menm grenn lapli sou do tòl te enspire n. Se sa vrèman ki te fè plis yon Jeremyen. Sa k pat preske enspire n se politik. Wi politik te tèlman pa enterese n menm nan listwa Ayiti se sèl Lejitim nou konnen kòm prezidan ki soti Jeremi. Jeneral Frank Lavo, apre depa Estime te refize yon prezidans yo te fwote nan bouch li. M te piti lè m te konn tande granpè m ap reflechi konsa : « Bondye fè m pa konn li. Si m te konn li, mwen pa t ap al nan politik. Rezon, lè w politisyen, ou san respè. Vakabon bo madanm ou, li bo pitit fi w. Li rantre nan salon w ak pye l tou sal. Epi sanzave se plan kann, li pa gen lalin. Kote li wè mandanm ou l ap rele l ».


Senatè Michel Clérié

Jeremyen an pat renmen politik, sa pa vle di yo pa t okipe kèk pòs nan Leta pou sa. Te toujou gen majistra, depite, prefè e menm senatè. Jeremyen se te tilititi, tout lajounen. Tilititi ki vin kraze rak ak monte Franswa Divalye sou pouvwa.

1957 rive plop ! Si ou te dejwayis, fiyolis, jimelis, si ou vle rete nan peyi a, se yon sèl bagay pou fè, se konvèti an divalyeris. Anpil nan nèg save nan Jeremi te blije foure kò yo anba vant Franswa paske nan yo te konprann misye pa t ap fè 4tran. Byen konte, mal kalkile, Divalye

Suite à la page (16)

Le carnaval 2013: l'occupation des villes et des corps au service de la consolidation du pouvoir



Le bilan du carnaval au Cap-Haïtien a marqué l'enracinement du pouvoir de Martelly dans l'autoritarisme

Par Jacques NESI

Le Cap Haïtien, théâtre des manifestations carnavalesques, vient de confirmer, comme s'il en était besoin, ses différences avec les Cayes, qui a été désignée en 2012, par le président de la République d'Haïti comme lieu de promotion de la culture haïtienne, dont la véritable spécificité est liée au carnaval. En choisissant de déployer les banderoles des festifs assoiffés, dans les villes qui lui ont marqué sa loyauté par la mise à sac et l'incendie de nombreux édifices publics, Michel Martelly a saisi cette occasion de pouvoir endormir les Haïtiens à fortes doses de somnifères, n'ayant pas la capacité de leur administrer des vitamines.

Fruit de l'anticipation, ou vertu de politicien, cette initiative, sous couvert d'activisme en faveur de la culture haïtienne, permettrait aux clans et réseaux de Martelly d'être les seuls bénéficiaires des retombées financières du carnaval. En attendant que cette initiative prouve qu'elle exerce un effet de levier sur l'économie locale, le bilan du carnaval au Cap-Haïtien a marqué l'enracinement du pouvoir de Martelly dans l'autoritarisme : l'exclusion des groupes frondeurs n'est pas une garantie de la capacité de ce pouvoir à consolider les institutions ; elle n'est pas un signe de modernité auquel ce pouvoir a souhaité s'identifier.

Sur le registre de la tolérance, Martelly a choisi la décision de gérer le carnaval comme son domaine exclusif, s'impliquant dans la validation, ou l'ostracisme des groupes. Un gouvernement composé de gens formés mais qui deviennent des pleutres, des pusillanimes, des complices des dérives de ce président impréparé, et dépassé par l'ampleur des défis, se terre dans un silence avilissant. Ce n'est pas un hasard si tous ceux qui s'approchaient des stands du président qui a passé 5 jours au Cap haïtien, à festoyer, ont été maltraités à coups de matraques ; le bilan s'est soldé par des blessés, soit 676 blessés selon la direction départementale du ministère de la santé publique. Des citoyens se voient refouler par la police qui les a renvoyés à des pratiques de violence comme on en a connu à des périodes dictatoriales. Comment analyser l'imbrication du pouvoir avec le carnaval ?

Ce qui est nouveau, c'est de saisir comment l'organisation des corps des haïtiens au carnaval participe d'une «technologie du pouvoir ». Et pour comprendre ce qui s'est joué en Haïti, nous interpellons le philosophe français Michel Foucault, qui dans son livre « surveiller et punir » développe la place des corps dans l'espace public. Ces corps décomposés par le port d'un masque, ces corps défigurés, poudrés, à la suite des opérations de renoncement à une identité un moment pour jouer un rôle, adresser un message, parodier les décideurs politiques, invectiver le président-monarque contre sa mollesse, ses mensonges et l'esprit d'accumulation de son écurie.

Pour Michel Foucault, « le corps est directement plongé dans un champ politique ; les rapports de pouvoir opèrent sur lui une prise immédiate; ils l'investissent , le marquent, le dressent, le supplicient, l'astreignent à des cérémonies, exigent de lui des signes. »(p.34). Au Cap-Haïtien, contrairement aux Cayes, des citoyens qui entendaient crier leur mot contestataire ont appris à leurs dépens que le pouvoir en place ne reculerait devant les pratiques de violence qui ont été des marqueurs de l'autoritarisme duvaliérien. Les corps lacérés de coups sont soumis à cette forme d'assujettissement, cette soumission qu'on croyait révolue. Des citoyens irrités par le caractère autoritaire du pouvoir lui adressaient leur message de ras le bol, firent face à une démocratie pâle, hostile à toute critique, à toute opposition, d'où qu'elle vienne.

La réception des contestataires du pouvoir n'est pas une réaction brutale de circonstances. Elle est à comprendre dans un cadre d'interprétation globale de l'exercice du pouvoir. Le refus d'organiser des élections selon un cadre contraignant de la constitution ne laisse aucun doute. Les efforts des églises associées au compromis obtenu par l'opposition parlementaire n'ont pu conclure au choix des dates en vue des consultations électorales. Il a fallu attendre, comme d'habitude, l'intervention calculée de Washington, de l'envoyé spécial de l'ONU en Haïti, pour que ce pouvoir commence à s'approprier les enjeux des élections pour son avenir politique.

Le principal enjeu pour cet Exécutif est d'entrainer comme de fait la caducité du parlement, ce qui ne serait plus un évènement propre à ce pouvoir : d'autres gouvernants l'ont expérimenté, exploité. Le pouvoir actuel semble en voie d'orchestrer une séquence qui augure une nouvelle

Suite à la page (16)

Quand la justice haïtienne ignore Sanmba Boukman

Par Guerby Dujour

Préjugé! Préjugé! Préjugé! Ce petit mot de trois syllabes s'est taillé une excellente réputation dans le quotidien haïtien. Et, ceci, depuis la création de cet état-nation caraïbéen. Toutefois, jours après jours, ce mot s'y enracine. Pour le cerner, il suffit d'écouter parler nombre de nos compatriotes traités en paria dans leur propre pays. Cette tendance s'est affirmée davantage durant ces deux dernières années avec l'arrivée des grimauds au pouvoir en Haiti.

Il est des endroits, rien qu'à Pétion-Ville, où les citoyens ne sont pas traités de la même manière. Ceux dont la peau est foncée se font humilier de temps en temps. Et ceci même dans les super-marchés. Ce n'est pas le cri de révolte de Nicole Siméon dans Le Nouvelliste qui aura aidé à y mettre un bémol. Certains carrés dans l'administration publique sont strictement réservés aux gens ayant la peau claire. Dans ces dits carrés se trouve la "crème" qui se fait remarquer par ses vêtements Georgio Armany et son parfum Coco Chanel recommandés des chics magazines de Manhattan-New York et de Paris. Stéphanie Villedrouin, la super ministre du tourisme, est désormais classée la nouvelle Michelle Bennett de l'équipe au pouvoir. Elle est conçue comme le "front desk" de l'administration Martelly qui rêve de ragaillardir le tourisme et d'attirer l'investissement privé. Fini le temps des lavalassiens. Le temps des "gueux". Des va-nu-pieds. Ochlocratie, va te faire foutre. Que règne désormais le temps des grimauds ! Le temps des gens à chaussures. Ploutocratie, *welcome back*. Jean-Claudisme nouvelle version. Par conformisme, le judiciaire se mêle de la partie. La justice se fait grimelle. Au lieu d'être une femme aux yeux bandés, celle-ci porte des lunettes teintées.

Donc, à travers ses lunettes Prada, la justice ne saurait voir Sanmba Boukman. Un ancien "chimère lavalas" abattu de plusieurs balles dans la commune de Delmas sous les yeux de sa fille qu'il ramenait de l'école. Personne n'en parle depuis. La police n'a jusqu'ici fait aucune mention concernant l'avancement ou non de l'enquête autour de cet assassinat crapuleux lors de ses points de presse occasionnels. Pourquoi parler d'un "gueux"? Il n'était pas de l'aristocratie locale et n'aura jamais été un grimaud. La vérité, si je mens.

Les larrons des organismes de défense des droits humains n'ont pas



Jean-Baptiste Jean-Philippe alias Sanmba Boukman

le nom de Sanmba Boukman sur leur liste. On ne réclame pas justice pour un ancien résident du Bel Air, quartier populaire crasseux de Port-au- Prince réputé bastion lavalas. L'engeance nationale n'a pas droit à la justice. Voilà ! Dans une République de carnaval, il ne faut vraiment pas en vouloir à la justice si elle piaffe, danse et voltige à la manière de Wana rosement vêtue et embrassant impudiquement les violeurs et les kidnappeurs sur les lèvres. L'assassinat de Sanmba Boukman, *yon ti kochon laplenn*, ne saurait déranger la République embrayée sur back, encore plus depuis l'accession des grimauds au pouvoir. La presse haïtienne fait aussi le black-out sur le piétinement de l'enquête autour de cet assassinat. Sanmba Boukman, n'ayant jamais été membre du cercle des entre-nous, ne mérite ni fleurs ni homélie et encore moins de considérations.

Le mépris affiché par rapport à l'assassinat dont Sanmba Boukman a été victime, s'inscrit dans la droite ligne de l'apartheid prôné par certains durant les années antérieures en Haiti. Dans l'indécence la plus totale, ils taxaient les quartiers populaires de zones de non-droit et d'un autre coté de vilains bandits tous



Le mépris affiché par rapport à l'assassinat dont Sanmba Boukman a été victime, s'inscrit dans la droite ligne de l'apartheid prôné par certains durant les années antérieures en Haiti

ceux qui ne portaient pas de cravates et qui ne parlaient ni leur langue ni leur langage politiques. Rappelons que le secteur GNB avait exercé de fortes pressions sur l'ex-président René Préval pour le porter à renvoyer Sanmba Boukman de la commission présidentielle de désarmement et de réinsertion parce qu'il se réclamait de lavalas.

Pourtant, il n'avait pipé mot lorsque Franck Romain et Guy Philippe, deux sicaires connus, se portaient candidats à la présidence en 2006. Tout comme il gardait le silence lorsque le régime fielleux de Latortue faisait semblant d'emprisonner Louis Jodel Chamblain, l'ancien co-responsable de l'organisation criminelle FRAPH, pour le blanchir de ses crimes odieux commis pendant les trois années de plomb du coup d'état sanglant du 30 septembre 1991. C'est justement cette attitude pour le moins indécente, cavalière qu'il a eue dans le passé qui l'empêche (le GNB) aujourd'hui de sauter sur le dossier Sanmba Boukman pour s'attaquer à Martelly, son ancien allié d'occasion dans la bataille rangée contre l'ancien président Aristide.

Tout compte fait, il y a de quoi s'inquiéter, face à une société qui regorge de tant d'individus à comportements variables. Ceux qui honorent le sénate-Moïse Jean Charles aujourd'hui pour son courage et sa verticalité face au régime tèt kale, sont ceux-là mêmes qui voulaient sa mort sous le règne de facto de Gérard Latortue. Une société pareille est tout simplement foutue. Dépourvue de repères, elle ne peut être que cette galère qui enlève le sommeil aux verticaux.

Une dictature en gestation!

Par Francklyn B. Geffrard

La décision du président Martelly d'écarter, pour des raisons politiques, certains groupes musicaux du défilé carnavalesque qui s'est tenu cette année au Cap-Haïtien dans le cadre du carnaval tournant initié depuis deux ans, est révélatrice de plusieurs choses dont les démocrates devraient s'inquiéter. Cette décision, en vérité, est symptomatique de la volonté de plus en plus manifeste du chef de l'Etat de tout accaparer, d'imposer le culte de sa personne, témoigner de sa volonté de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains, de réduire tout le monde au silence, de diviser le monde musical, et d'intimider tous ceux qui osent critiquer son régime. Tous ces signes sont évidemment des indicateurs qui annoncent la naissance de manière lente, mais certaine d'une dictature. Le terme n'est pas trop fort ni exagéré…

Tout d'abord, il devient de plus en plus évident que le chef de l'Etat qui, pendant sa campagne électorale, prônait un Etat moderne veuille à tout prix faire main basse sur l'ensemble des institutions du pays. Lui qui a toujours exprimé son appartenance et son admiration pour les Duvalier qui ont imposé une dictature féroce au pays pendant plus de 29 ans, commence à montrer son vrai visage. Elu président avec le concours d'une frange de la communauté internationale dans des élections dont le premier tour a été entaché d'irrégularités et de fraudes massives, Michel Martelly veut tout contrôler; du pouvoir exécutif, en passant par le législatif, du judiciaire, des collectivités territoriales jusqu'à l'organisation du carnaval. Même si on est souvent tenté de dire qu'il s'est révélé jusqu'ici incapable de gérer le pouvoir politique pour donner le moindre résultat et qu'il fait tout « A l'oral », il s'est montré capable d'organiser le carnaval relativement bien. Peut-être c'est ce qu'il sait faire le mieux. Il ferait un bon président du comité de Carnaval.

Cependant, les talents d'organisateur de carnaval ne l'autorisent nullement à écarter certains groupes musicaux qui, lors du dernier carnaval avaient réalisé des meringues critiques par rapport à son maigre bilan à la tête du pays. En agissant ainsi, le chef de l'Etat a fait preuve d'une intolérance intolérable vis-à-vis de Brother's Posse, Kanpech, Vwa-Dèzil et RAM. Leur seule faute c'est de s'être trompé de période et de régime en pensant pouvoir chanter, dénoncer et critiquer librement-Un droit garantit par la constitution Haïtienne. L'ancien chanteur grivois qui n'hésitait pas à descendre son pantalon en scène, dénoncer les tares de la société et à injurier les dignitaires de l'Etat durant le défilé carnavalesque se croit autorisé aujourd'hui à faire la leçon ou la morale à ses frères musiciens. Il les sanctionne sévèrement. Il les a privés de carnaval et du droit de plaire à leurs nombreux fans qui souhaitaient les voir défiler. Comme le pouvoir en place souffre du syndrome de la première fois, en vérité, c'est la première fois qu'un chef d'Etat se rabaisse à un tel niveau. Un président qui fait la liste des groupes à défiler au carnaval, c'est du jamais vu. C'est une politique de caniveau, certes, mais c'est carrément exceptionnel ! Ce comportement peu civilisé et maladroit, dénoncé d'ailleurs par de nombreux secteurs et personnalités ne fait que ruiner l'image du président et de la présidence. Cette affaire ne fait qu'accentuer l'image déjà trop triviale projetée par le chef de l'Etat de la fonction de président. La fonction de président qui, partout ailleurs est très prestigieuse et obéit à des normes protocolaires, est en train de subir un sévère revers avec le comportement léger du président de la République. La fonction présidentielle connait donc une sorte d'intense érosion. Elle est devenue dénuée de sens. Au carnaval du Cap Haïtien, la plupart des groupes retenus par Michel Martelly pour le défilé de son carnaval un peu spécial et personnel, étaient des proches amis ayant chanté sa gloire et ses louanges. Alors qu'aucun critère de sélection n'a été clairement défini, le président a décidé d'exclure du carnaval financé à partir du trésor public (les taxes des contribuables) tous ceux qui ne font pas allégeance au régime « Tet Kale.» Michel Martelly s'accapare donc du carnaval pour mieux distribuer ses faveurs à ses amis musiciens et à quelques familles du secteur privé. Le scandale est tellement grand que même des supporteurs du pouvoir dénoncent l'attitude du président Martelly. C'est le cas de Me. Reynold Georges, très connu pour son appui au pouvoir en place qui qualifie de violation de la constitution l'exclusion de certains groupes musicaux au carnaval 2013. L'ancien constituant souligne que la constitution garantit la liberté d'association dans le pays. Il a fait référence à l'article 31 de la constitution de 1987 qui se lit comme suit : « La Liberté d'Association et de Réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles ou à toutes autres fins pacifiques est garantie. » Reynold Georges intervenait sur Radio Vision 2000 le Vendredi 8 Février 2013 à l'émission « Vision 2000 à l'écoute. » Mais l'article 28 de la constitution est encore plus clair. Il stipule que « Tout Haïtien a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit. » Quand des musiciens critiquent la gestion du pays à travers la musique, c'est la voie qu'ils ont choisie et la constitution leur reconnait ce droit.



On ne peut parler de caractéristique d'une dictature sans évoquer la volonté de Martelly de tout contrôler. En fait, « concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un individu ou d'un groupe qui se renouvelle par cooptation constitue aussi une des caractéristiques fondamentales d'une dictature. »

Culte de personnalité à outrance

L'une des principales caractéristiques d'une dictature, c'est la personnification du pouvoir. C'est le pouvoir d'un homme. Un homme qui se place au-dessus des lois et des institutions républicaines. Le culte de la personnalité à outrance. Une pratique qui est contraire à la Constitution Haïtienne stipulant que : Le culte de la personnalité est formellement interdit. Les effigies, les noms de personnages vivants ne peuvent figurer sur la monnaie, les timbres, les vignettes. Il en est de même pour les bâtiments publics, les rues et les ouvrages d'art. » (Constitution de 1987, page 1, article 7).« Le dictateur s'entretient et se maintient dit-on, par la mise en place d'une machine de propagande. Pour lui, cette propagande est une éducation infligée à son peuple, et l'affection que le peuple manifeste à son égard. » Cette formule ne s'applique-t-elle pas au chef de l'Etat qui veut être présent en tout et partout ? Un président hyper narcissique qui se déplace du Palais National de Port-au-Prince à l'Artibonite pour l'inauguration de deux centres de moulins communautaires à Verettes et à Desdunes, rien que pour se trouver sous les feux des caméras et pour tirer à boulet rouge sur ceux qu'il appelle les politiciens traditionnels. Lors de cette tournée artibonitienne du 11 Septembre 2012, Mr. Martelly s'en est pris ainsi à ses **prédécesseurs et à la classe politique, «C'est parce qu'ils sont nuls et n'ont rien fait qu'un petit chanteur comme Sweet Micky qui baissait son pantalon a pu parvenir au pouvoir et commencer à se pencher sur vos problèmes, améliorer vos conditions de vie et former un CEP permanent. » (Radio Kiskeya)**

Une autre caractéristique majeure de la dictature, c'est la quête inutile de reconnaissance. Dans le cas de M. Martelly, il se vante de ses petites réalisations réelles et imaginaires à grand renfort de propagande. Par exemple, Michel Martelly met à son actif l'école gratuite, l'installation de systèmes d'adduction d'eau potable, d'électricité et la distribution à des mères de famille en difficulté de téléphones cellulaires disposant d'un montant de mille gourdes par mois convertible en cash. Il essaie de créer un dogme et tenter de rallier les gens à son régime. Les réalisations qu'il revendique sont-elles visibles et tangibles ? Quand il parle de ses réalisations, l'école gratuite arrive toujours en tête de liste. Au départ, il voulait scolariser 500,000 jeunes haïtiens. Ensuite, ce chiffre est passé à 1.5 million sur une période de cinq (5) ans. Cependant, il annonce avoir déjà envoyé plus d'1.2 million d'enfants à l'école sur l'ensemble du territoire national en moins de deux (2) ans. Par quelle magie a-t-il accompli cette prouesse ? Et au lieu de diriger le pays comme un chef d'Etat, il préfère mener campagne en renouvelant sans cesse ses promesses mirobolantes. Il croit, sans doute, pouvoir séduire un peuple qui, jusqu'ici a été trompé de manière abusive et excessive.

Concentration du pouvoir

On ne peut parler de caractéristique d'une dictature sans évoquer sa volonté de tout contrôler. En fait, « concentrer tous les pouvoirs entre les mains d'un individu ou d'un groupe qui se renouvelle par cooptation constitue aussi une des caractéristiques fondamentales d'une dictature. » C'est exactement ce que le président Martelly cherche à faire à travers sa main mise sur l'organisation du carnaval. Sa décision d'écarter sans commune mesure les groupes musicaux non acquis à sa cause témoigne de cette volonté. Il ne laisse même pas le soin au comité organisateur du Carnaval de définir les critères et de sélectionner les groupes devant faire partie du défilé. A ce propos, le politologue Sauveur Pierre Etienne, également coordonnateur de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) estime que, « Mr. Martelly passe de la simple velléité à la volonté réelle d'instaurer une dictature dans le pays.» (Emission Ranmase, Radio Caraïbes, Samedi 9 Février 2013).

Il y a d'autres signes inquiétants de la volonté du président de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains. Par exemple, il est clair que l'exécutif contrôle les pouvoirs judiciaires via le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ), et le législatif à travers une majorité présidentielle à la chambre des députés totalement acquise à sa cause. Aussi, contrôle-t-il le Conseil Electoral Provisoire (CEP), organe indépendant au regard de la Constitution, chargé d'organiser les élections dans le pays. Mais le plus inquiétant dans cette histoire, c'est qu'il contrôle ces appareils de l'Etat non pas nécessairement pour faire atterrir une vision politique axée sur le changement, le progrès, la démocratie et l'établissement d'un Etat moderne, mais pour les rendre inopérants, voire dysfonctionnels.

Un autre exemple. Le président dont la mission est de veiller à la bonne marche des institutions semble opter pour la liquidation des dites institutions. Au lieu d'organiser des élections partielles pour remplacer le tiers des membres du Sénat dont le mandat est arrivé à expiration depuis deux (2) ans, Michel Martelly envisage d'écourter le mandat d'un deuxième tiers dont le mandat constitutionnel expire le 2ème Lundi de Janvier 2015. Ce qui a fait réagir même ses partisans au Sénat. « Le président Martelly n'écarte pas l'option de réduire d'un an le mandat des élus de 2009, a lancé, furieux, le sénateur Wenceslas Lambert, brandissant l'article 85 de la loi électorale en vigueur. Aucun jour ne sera enlevé de mon mandat de six ans qui prendra fin le 2e lundi de janvier 2015. » Le sénateur du Sud-Est croit que « le pays sera plongé dans un véritable chaos au cas où une telle mesure serait adoptée.» (Le Nouvelliste du 24 Janvier 2013). Autant dire que, Martelly donne pleinement raison à Montesquieu qui affirmait : « La théorie des trois pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire où l'Etat idéal est la séparation des pouvoirs, la dictature elle, fait la confusion des pouvoirs. Le pouvoir exécutif contrôle le législatif mais le garde comme un fossile.» En ce sens, les options du président sont suffisamment claires pour éclairer ceux qui continuent de se leurrer à propos de la volonté de celui-ci.

Menace sur la liberté d'expression

Au-delà de tous autres types de considération à propos de la décision du président d'exclure certains groupes musicaux du carnaval qui s'est tenu du 10 au 12 Février au Cap Haïtien, il faut l'inscrire dans un contexte de menace sur la liberté d'expression et la démocratie. Il n'est un secret pour personne que le chef de l'Etat digère mal les critiques formulées contre son administration. Par exemple, le **10 Décembre 2012, lors d'une interview à Radio Méga à Miami, il a qualifié de « Moun ki pa konn li** » (les gens qui ne savent pas lire) ceux qui critiquent ses nombreux voyages à l'étranger. Pour certains, le président était allé trop loin parce que la majorité de la population, ceux qu'il prétend représenter et défendre ne savent ni lire ni écrire. A part quelques analystes politiques qui criaient au scandale, il n'y pas eu de réaction vigoureuse notamment au niveau de la population. Et dans sa culture d'intolérance, le 3 Mai 2012, lors d'une rencontre avec des patrons de presse, à l'occasion de la célébration de la journée de la presse, Michel Martelly avait affirmé à qui veut l'entendre « Je n'écoute pas les radios, je suis avec le peuple 24/24, je me renseigne auprès du peuple …» (Radio Kiskeya, 3 Mai 2012). N'est-ce pas inquiétant dans un pays où les régimes totalitaires ont toujours pris la presse pour cible privilégiée. ? Michel Martelly allait jusqu'à déclarer qu'il ignorait totalement ce qui se dit dans les médias Haïtiens parce que les informations diffusées ne refléteraient pas la réalité de la population qu'il dit connaître de l'intérieur et toucher du doigt tous les jours, sans avoir besoin d'intermédiaire.»(Radio Kiskeya). Parallèlement, il a déjà eu plusieurs démêlées avec des membres de la presse.

Pour ceux qui en doutaient encore, l'heure est grave. Il y a de quoi s'inquiéter sérieusement pour l'avenir de la démocratie en Haïti. La liberté d'expression est en péril. Si la liberté d'expression est menacée, c'est la démocratie dans son essence qui est menacée. Si le chef de l'Etat a décidé de sanctionner aussi sévèrement des groupes musicaux parce que leurs meringues carnavalesques ne lui plaisaient pas, que dire des intellectuels, des personnalités politiques et de la société civile, des leaders religieux et des journalistes qui analysent, commentent et critiquent l'action ou l'inaction du pouvoir ? Ne faut-il pas craindre qu'il planifie des punitions beaucoup plus sévères que celles infligées à ses frères musiciens ? C'est sans doute à ce niveau que se situe aujourd'hui le plus grand danger. En général, c'est ainsi que naissent les dictatures. Et si les journalistes, autrement dit, les patrons de presse veulent mieux comprendre le fonctionnement du régime, ils n'ont qu'à essayer d'exercer le droit à l'information que leur accorde la constitution Haïtienne. « Obligation est faite à L'État de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française aux Lois, Arrêtés, Décrets, Accords Internationaux, Traités, Conventions, à tout ce qui touche la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale. » (Constitution 1987, Article 40). Ce principe est-il appliqué pleinement ?

En fait, il faut voir dans la décision du président d'exclure du carnaval 2013 certains groupes musicaux une mesure de représailles politiques et économiques. Il voulait ainsi affamer ces musiciens et ces groupes qui, contrairement aux groupes à tendance Konpa performent quasiment chaque fin de semaine ; les groupes racines et reggae se produisent à l'occasion. Le défilé carnavalesque est l'une des plus importantes occasions pour ces groupes de performer pour leurs fans. Aussi, faut-il souligner que des pressions ont été exercées contre les sponsors de ces groupes. Aucun gouvernement civilisé et démocratique ne réagit de cette manière face aux critiques.

Diviser le monde musical

Au-delà des représailles politiques et économiques dont les groupes en question sont l'objet, le président veut aussi semer la division entre ses frères musiciens. D'un côté il accorde un traitement de faveur à certains, de l'autre, il traite les autres en parent pauvre. Diviser pour régner a toujours été privilégie par les dictatures comme méthode de fonctionnement pour mieux s'enraciner dans le pouvoir. M. Martelly doit se rappeler qu'il doit se comporter en président de tous les Haïtiens sans considération particulière et non en chef de clan ou de tribu. Il doit s'efforcer pour appliquer l'article premier de la Constitution qui fait d'« Haïti une République, indivisible, souveraine, indépendante, coopératiste, libre, démocratique et sociale.» Le pays a besoin de paix, de stabilité, et de sérénité pour se reconstruire. Ceci n'est pas une option, mais une obligation constitutionnelle et démocratique.

Tentative d'intimidation contre ceux qui le critiquent

Le pouvoir qui avait promu monts et merveilles à la population n'arrive toujours pas à délivrer la marchandise. En conséquence, il a peur de la réaction populaire. Il a déjà fait face à la contestation sociale. Et cela promet de continuer. Comme il a peur, la meilleure façon de contenir cette peur, c'est de faire peur aux démocrates, ceux qui disent non aux violations de la constitution et des lois du pays. Pour cela, il veut réduire au silence tous ceux qui le critiquent. Le pouvoir a franchi un nouveau palier dans la mise en place d'un régime totalitaire avec la publication d'un communiqué scélérat, en date du 10 Février dans lequel, le ministère de la justice a menacé de sévir, à travers l'application du code pénal, contre les médias et toute autre entité qui mettraient en péril les « acquis de l'Etat de droit.» De quel Etat de droit parle-t-il ? Le communiqué qui est signé par le ministre de la Justice, Jean Renel Sanon rappelle également que « la législation haïtienne punit sévèrement la diffamation, les menaces et les incitations à la violence.» Qui vise-t-il ? Sans doute les journalistes et tous ceux qui réfléchissent et agissent rationnellement. Pas étonnant ! Et ce même communiqué de Jean Renel Sanon, souligne également que « l'intolérance et la violence sont totalement incompatibles avec les valeurs démocratiques.» C'est vrai, mais d'où vient cette violence ?

Suite à la page (19)

The Martelly Presidency: A Dictatorship in the Making!

By Franklyn B. Geffrard

President Martelly's decision to remove, for political reasons, some bands from the Carnival parade which was held this year in Cap-Haïtien (as part of the policy begun two years ago of holding Carnival in different Haitian cities each year) is indicative of several things that democratically-minded people should worry about. This decision, in truth, is symptomatic of the increasingly evident desire of the Head of State to control everything, to impose his cult of personality, to concentrate all power in his hands, to reduce everyone to silence, to divide the musical world, and to intimidate those who dare to criticize his regime. All these are omens that clearly announce the slow but certain birth of a dictatorship. The term is not too strong nor exaggerated.

First, it has become increasingly clear that the Head of State, who advocated a modern state during his campaign, wants at all costs to get his hands on all the nation's institutions. Martelly is starting to show his true face, having always expressed his identification with and admiration for the Duvaliers, who imposed a harsh dictatorship on Haiti for more than 29 years. Elected president with the support of a section of the international community in elections whose first round was marred by irregularities and massive fraud, Michel Martelly wants to control everything: the executive branch, the legislature, the judiciary, local authorities, and even the organizing of Carnival. While it is often tempting to say that he has so far proved incapable of managing political power to give the slightest result and that is everything is, as Carnival revelers said, "Aloral" (just talk), he was able to organize Carnival relatively well. Maybe that's what he does best. He would make a good president of the Carnival committee.

However, his talents as a Carnival organizer do not allow him to exclude certain bands that, during the last Carnival, had made meringues critical of his poor record at the head of the country. In doing so, the Head of State has demonstrated intolerable intolerance vis-à-vis the bands Brother's Posse, Kanpech, Vwa Dèzil and RAM. Their only fault is that they mistook the period and regime by thinking to sing, denounce, and criticize freely – a right guaranteed by the Haitian constitution. The former irreverent singer who did not hesitate to pull down his pants on stage to denounce society's evils and insult state dignitaries in the Carnival parade feels entitled to give moral lessons to his brethren musicians. He penalized them severely. He deprived them of a Carnival float and the right to please their many fans who wanted to see the parade. As the power in place suffers from first-time syndrome, in truth, this is the first time a head of state has stooped to such a level. A president who draws up the list of groups to take part in Carnival, this is unheard of. This is a policy of the gutter, certainly, but it's downright amazing! This uncivilized and clumsy behavior, denounced by many sectors and individuals, has only ruined the image of the president and the presidency. This matter only accentuates the already too trivial image projected by the Head of State on the office of President. The office of President, which elsewhere is very prestigious and obeys protocol standards, is undergoing a severe setback with the behavior of President of the Republic. The presidential office is being severely eroded and is becoming meaningless.

At the Carnival in Cap Haïtien, most of the groups selected by Michel Martelly for this year's rather special and personal Carnival parade were close friends who sang his glory and his praise. While there was no clearly defined selection criteria, the president decided to exclude from the Carnival, funded by the tax-paying public, all those who do not bow to his "Tet Kale" (Skinhead) regime. Michel Martelly therefore monopolized the Carnival to better distribute favors to his musician friends and some families in the private sector. The scandal is so great that even regime supporters denounce President Martelly's attitude. For example, lawyer Reynold Georges, well known for his support of Martelly, said that excluding certain bands from the 2013 Carnival was a breach of the Constitution. The former member of the Constituent Assembly stresses that the Constitution guarantees freedom of association in the country. He refers to Article 31 of the Constitution of 1987, which reads as follows: "Freedom of unarmed assembly and association for political, economic, social, cultural or any other peaceful purposes is guaranteed." Reynold Georges was speaking on Radio Vision 2000 Fri., Feb. 8, 2013 on the program" Vision 2000 is Listening." But Article 28 of the Constitution is even clearer. It states that: "Every Haitian has the right to express his opinions freely on any matter by any means he chooses." When musicians criticize the running of the country through music, this is the path they have chosen and the constitution recognizes their right.

An over-the-top cult of personality

One of the main characteristics of a dictatorship is the personification of power. It is the power of one man, a man who places himself above the law and republican institutions. A cult of personality in the extreme. A practice that is contrary to the Haitian Constitution stipulates that: "The cult of the personality is categorically forbidden. Effigies and names of living personages may not appear on the currency, stamps, seals, public buildings, streets, or works of art." (The 1987 Constitution, Article 7). "A dictator communicates and is maintained , it is said, through a propaganda machine. For him, this propaganda is educating his people, and the affection that the people manifest towards him." Doesn't this formula apply to a head of state who wants to be present everywhere and in everything? This hyper-narcissistic president moves from the National Palace in Port-au-Prince to the Artibonite for the opening of two centers of community mills in Verettes and Desdunes just to be in front of the cameras to criticize what he calls "traditional politicians." During this tour of the Artibonite on Sep. 11, 2012, Mr. Martelly lashed out at his predecessors and the political class. "It is because they are worthless and did nothing that a little singer like Sweet Micky who lowered his pants could come to power and begin to focus on your problems, improve your living conditions and form a Permanent Electoral Council (CEP)."(Radio Kiskeya)

Another major feature of dictatorship is the useless quest for recognition. In the case of Mr. Martelly, he boasts of his small achievements, both real and imaginary, with a lot of propaganda. For example, Michel Martelly says his achievements include free schooling, the installation of piped water and electricity, and the distribution to mothers in difficulty of cellphones with 1,000 gourdes (about $23.50) per month convertible into cash. He tries to create a dogma and try to rally people to his regime. Are the achievements he claims visible and tangible? When he speaks of his achievements, free schooling always comes at the top of his list. Initially, he wanted to educate 500.000 young Haitians. Then, this figure rose to 1.5 million over five years. However, he recently claimed to have already sent more than 1 .2 million children to school for free across the country in less than two years. By what magic did he accomplish this feat? And instead of running the country as a head of state, he prefers to campaign constantly renewing his exaggerated promises. He believes, undoubtedly, that he can seduce people who have already been abusively and outrageously deceived.

Concentration of power

We cannot speak of the characteristics of a dictatorship without mentioning its desire to control everything. In fact, "to concentrate all power in the hands of an individual or group that renews itself by co-optation is also a fundamental characteristic of a dictatorship." This is exactly what President Martelly seeks to do through his grip on the organization of Carnival. His decision to completely exclude all musical groups not faithful to his cause testifies to this desire. He does not even leave it up to the Carnival organizing committee to define the criteria and select the groups to be part of the parade. In this regard, the political scientist Sauveur Pierre Etienne, also coordinator of the Organization of Struggling People (OPL) believes that, "Mr. Martelly has gone from mere inclination to real willingness to establish a dictatorship in the country." (*Emission Ranmase*, Radio Caraïbes, Sat., Feb. 9, 2013).

There are other worrying signs that the president wants to concentrate all power in his hands. For example, the executive clearly controls the judiciary through the Supreme Council of the Judiciary (CSPJ), and the legislature through a presidential majority in the Chamber of Deputies completely supporting his cause. Also, he controls the Provisional Electoral Council (CEP), an independent body under the Constitution, responsible for organizing elections in the country. The most disturbing aspect of all this is that he controls state apparatuses, not to implement a political vision based on change, progress, democracy and the establishment of a modern state, but to make them inoperable or dysfunctional.

Another example. The President, whose mission is to ensure the smooth running of institutions, seems to have opted for liquidating these institutions. Instead of organizing elections to replace a third of the Senate's members whose terms expired two years ago, Michel Martelly plans to shorten the terms of a two-thirds of the Senators whose constitutional mandate expires on the second Monday of January 2015. Even his supporters in the Senate reacted to this. "President Martelly does not rule out the option of reducing by one year the mandate of those elected in 2009," said a furious Sen. Wenceslas Lambert, brandishing Article 85 of the Electoral Law. "Not one day will be removed from my six-year term expiring on the second Monday of January 2015." The Senator from the Southeast Department also believes that "the country will be plunged into chaos if such a measure would be adopted." (*Le Nouvelliste*, Jan. 24, 2013). Suffice it to say that, contrary to Montesquieu who comes with "the theory of the three powers (legislative, executive, judicial) where the ideal state is the separation of powers, a dictatorship comes with the confusion of powers. The executive controls the legislature, but keep it as a fossil." In this sense, the president's options are clear enough to enlighten those who continue to delude themselves about his intentions.

Threat to the freedom of expression

Beyond all other consideration about the president's decision to exclude certain musical groups from the Carnival held from Feb. 10 to 12 in Cap Haïtien, it must be put in the context of the threat to freedom of expression and democracy. It is no secret that the Head of State takes badly any criticisms of his administration. For example, on Dec. 10, 2012, during an interview on Radio Mega in Miami, he called those who criticize his many trips abroad "moun ki pa konn li" (people who cannot read). For some, the president went too far because the majority of the population, whom it claims to represent and defend, can neither read nor write. Apart from some political analysts who cried foul, there was no strong reaction, particularly from the population. And with his typical intolerance, on May 3, 2012, during a meeting with media owners, on the occasion of the day celebrating the press, Michel Martelly had told anyone who wanted to listen: "I do not listen to the radio. I'm with people 24/24. I inquire from the people."(*Radio Kiskeya*, May 3, 2012). Is this not worrying in a country where totalitarian regimes have always targeted the press? Michel Martelly went so far as to declare that he was "completely unaware of what is said in the Haitian media because the information disseminated does not reflect the people's reality which he knows from the inside and touches every day, without the need for an intermediary." (*Radio Kiskeya*). Meanwhile, he has already had several tangles with members of the press.

For those who still have doubts, the situation is serious. There is cause to seriously worry about the future of democracy in Haiti. Freedom of expression is at risk. If freedom of expression is threatened, democracy in its essence is threatened. If the Head of State decides to severely punish musical groups because he did not like their Carnival meringues, what about intellectuals, politicians and civil society, religious leaders and journalists, who analyze, comment on, and criticize the action or inaction of the government? Shouldn't one expect to see reprisals much more severe than those inflicted on his brethren musicians? This is probably where today the greatest danger lies. In general, this is how dictatorships are born. And if journalists, that is media owners, want to better understand the system's functioning, they have only to try to exercise the right to information given to them by the Haitian Constitution. "The State has the obligation to publicize in the oral, written, and televised press in the Creole and French languages all laws, orders, decrees, international agreements, treaties, and conventions on everything affecting the national life, except for information concerning national security." (1987 Constitution 1987, Article 40). Is this principle being fully applied?

In fact, the president's decision to exclude some bands from the 2013 Carnival must be seen as an act of economic and political retaliation. He wanted to starve these musicians and groups which, unlike *compas* bands which tend to perform nearly every weekend, *rasin* and *raga* groups usually perform according to big occasions. The Carnival parade is one of the most important opportunities for these groups to perform for their fans. Also, it should be stressed that pressure was exerted on the sponsors of these groups. No civilized and democratic government reacts this way in the face of criticism.

Divide the musical world

Beyond the political and economic retaliation that these groups were subjected to, the president also wants to sow division among his brethren musicians. On the one hand, he gives preferential treatment to some, while others he treats like a poor cousin. Sowing division to rule has always been preferred by dictatorships as way to reinforce their power. Mr. Martelly must remember that he must behave as president of all Haitians without special consideration and not as the head of a clan or tribe. He must strive to apply the first article of the Constitution which says that "Haiti is an indivisible, sovereign, independent, cooperatist, free, democratic and social republic." The country needs peace, stability, and serenity to rebuild. This is not an option but a constitutional



Martelly is starting to show his true face, having always expressed his identification with and admiration for the Duvaliers, who imposed a harsh dictatorship on Haiti for more than 29 years.

and democratic obligation.

Intimidation against those who criticize him

A power that promises the moon and the stars to its people never manages to deliver the goods. As a result, he is afraid – afraid of the people's reaction. He has already faced social protest. And it promises to continue. Since he is scared, the best way to contain this fear is to intimidate democrats who say no to violations of the Constitution and laws of the country. To do this, he wants to silence all those critics. The government reached a new level in its push to establish a totalitarian regime with the publication of scandalous communiqué, dated Feb. 10, in which the Justice Ministry threatened to get tough through the application of the Criminal Code against the media and any other entity that would jeopardize the "attainments of the rule of law." What rule of law is he referring to? The statement is signed by Justice Minister Jean Renel Sanon, who also said that "Haitian law severely punishes defamation, threats, and incitement to violence." To whom is he speaking? No doubt journalists and all those who think and act rationally. No wonder! Jean Renel Sanon's communiqué also stresses that "intolerance and violence are totally incompatible with democratic values." This is true, but where is the violence coming from?

Let's see. A team of Radio Télé Caraïbes was driven from the so-called "Ball of Kings" held Sat., Feb. 9 at the Sans Souci Palace in Milot. Two journalists from RFM, Watson Phanord and Etzer César were severely beaten while performing their duties by the police in charge of security at the National Palace. So the threat to freedom of expression is more than real!

We should not be surprised to see the government restores the laws repealed by Article 297 of the 1987 Constitution, but then canceled by the amended constitution. However, the "Tet Kale" regime must remember that, by overthrowing the Duvalier dynasty on Feb. 7, 1986, the Haitian people opted for democracy and the construction of a modern and civilized nation, a state based on respect for democratic norms. They wanted to live in a state of law. Despite the threats against our fledgling democracy, the people will no longer accept to live under the barbarian kingdoms of a retrograde feudal order.

To close, I reproduce Article 297 of the 1987 Constitution:

"All laws, all decree laws, all decrees arbitrarily limiting the basic rights and liberties of citizens, in particular:

a. The decree law of September 5, 1935 on superstitious beliefs;

b. The law of August 2, 1977 establishing the Court of State Security (Tribunal de la Sureté de l'État).

c. The law of July 28, 1975 placing the lands of the Artibonite Valley in a special status;

d. The law of April 29, 1969 condemning all imported doctrines;

Are and shall remain repealed."

This article was removed from the amended version of the constitution pushed through by President Martelly.

(Translated from French by Kim Ives)

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

« L'autorité publique est aux mains du système financier »

*Un dialogue du journaliste Hervé Kempt * avec son homologue Eduardo Febbro, le correspondant du quotidien Pagina 12 et journaliste de RFI à Paris.*

Eduardo Febbro :
Vous démontrez avec des exemples innombrables comment le monde glisse vers une sorte de régime autoritaire dont l'intention unique est de maintenir les privilèges d'une caste, l'oligarchie. Cela vous amène à une conclusion socialement et politiquement dramatique : la fin possible de la démocratie.
Hervé Kempf :
L'oligarchie est la définition d'un régime politique. L'oligarchie est un concept inventé par les grecs aux IVe et Ve siècle av. J.-C. Les grecs ont défini les façons selon lesquelles les sociétés humaines pouvaient être gouvernées : la dictature, le despotisme, la monarchie, la tyrannie, la démocratie, qui est le pouvoir du peuple pour le peuple et par le peuple, et ensuite ils ont défini une autre forme de gouvernement qui est précisément l'oligarchie. L'oligarchie est le pouvoir aux mains de peu de personnes. Ce que je dis alors c'est que, au moins en Europe, nous glissons vers l'oligarchie. Le système politique actuel fait qu'un groupe de peu de personnes impose ses critères au reste de la société.

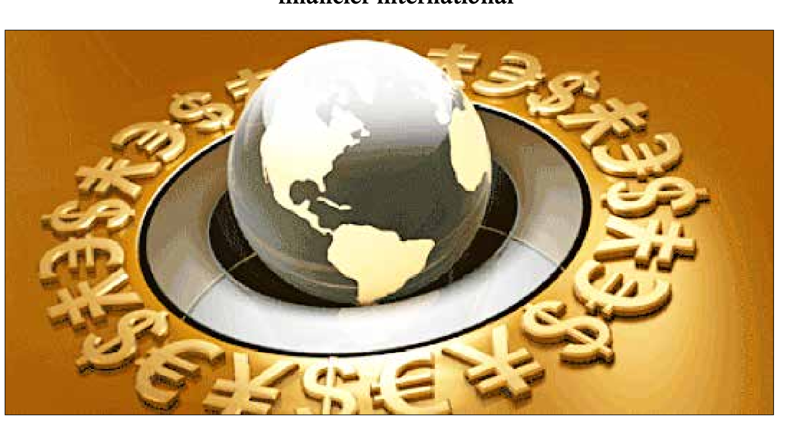
Eduardo Febbro :
Vous suggérez que nous sommes dans une phase de post-démocratie dans laquelle, avec l'objectif de se maintenir au pouvoir, l'oligarchie maintient une fiction démocratique.
Hervé Kempf :
Bien sûr. L'oligarchie répète sans cesse que nous sommes dans une démocratie et que tout est parfait. C'est une fiction. Même les intellectuels ont oublié le concept d'oligarchie et contribuent à nourrir la fiction. Tous les intellectuels en syntonie idéologique avec le capitalisme ont maintenu l'idée selon laquelle existaient seulement deux alternatives : ou la démocratie, ou le totalitarisme. Cela pouvait être compris au début à travers deux exemples : dans les années '30 avec Hitler, ou dans les années '50 ou '60 avec l'Union soviétique, on pouvait dire qu'il était précis d'opter entre la démocratie et ces deux dictatures. Mais cela est fini : depuis la chute du Mur de Berlin en 1989 et le naufrage de l'Union Soviétique, nous passons à un autre ordre. Mais les intellectuels qui sont au service du capitalisme ont persisté dans l'idée selon laquelle il y a seulement deux chemins : ou la dictature, ou la démocratie. C'est pourquoi il est important que le concept d'oligarchie soit bien présent pour comprendre que, progressivement, la démocratie nous a été volée. Les pays européens, et beaucoup plus les États-Unis, ont glissé vers un régime oligarchique où le peuple n'a déjà plus de pouvoir. La démocratie européenne est malade, elle s'est beaucoup affaiblie, et s'oriente de plus en plus vers l'oligarchie. En revanche, les États-Unis ont arrêté d'être une démocratie : c'est une oligarchie, parce que c'est l'argent qui détermine les orientations des décisions politiques. En réalité, l'oligarchie est une démocratie qui fonctionne seulement pour les oligarques. Dès qu'ils se sont mis d'accord entre eux, ils imposent les décisions. Nos systèmes ne peuvent plus s'appeler démocratie, parce que la puissance financière détient un pouvoir démesuré. L'autorité publique est dans les mains du système financier. Les pouvoirs publics ne prendront jamais de décision qui puisse nuire aux intérêts économiques, aux intérêts de l'oligarchie financière. Nous devons accepter l'idée que ceux qui ont les rênes du pouvoir politique de l'État ne prennent pas de décisions pour le bénéfice de l'intérêt général. Leurs décisions peuvent aller à l' encontre de l'intérêt public.

Eduardo Febbro :
Ce raisonnement implique que la souveraineté populaire a disparu, comme idée et comme pratique.
Hervé Kempf :
Effectivement. Déjà il n'y a plus de souveraineté populaire. Quand le peuple arrive à réfléchir, à discuter et à délibérer ensemble et prend une décision, l'oligarchie va contredire la décision populaire. En 2005 il y a eu en Europe un grand débat autour d'un référendum qui à la fin a été organisé en France et ensuite en Irlande et aux Pays-Bas sur un projet de traité de Constitution européenne. Pendant six mois, la société française a discuté de ce sujet comme elle ne le faisait pas depuis de nombreuses années. Les médias, appuyant la philosophie capitaliste, disaient « il faut voter oui, il faut voter en faveur du traité ». Mais le peuple français a voté « non ». Et qu'est-il arrivé ensuite ? Presque deux ans plus tard, les gouvernements d'Europe ont imposé ce traité avec quelques légères modifications sous le nom de Traité de Lisbonne. Il y a eu alors une trahison extraordinaire de la volonté populaire. Nous retrouvons cet exemple dans d'autres endroits. Sans aller plus loin, en 1991, en Algérie, les islamistes ont gagné les élections législatives, mais les militaires ont interrompu le processus par un coup d'État qui a mené le pays vers une guerre civile épouvantable. Autre exemple : en 2005 les palestiniens ont voté pour choisir leurs députés. C'est le Hamas qui a gagné. Cependant, tous les États, des États-Unis jusqu'à l'Europe, en passant par Israël, ont choisi d'ignorer le Hamas parce qu'ils le considèrent comme une organisation terroriste. On n'a pas respecté le vote du peuple palestinien. Le peuple en tant que tel est le cœur de la démocratie, c'est-à-dire le principe à partir duquel tous partagent quelque chose. Le peuple n'est pas vous, Michel ou moi, mais tous ensembles. Nous partageons quelque chose et nous devons prendre une décision conjointe. Nous formons un corps, c'est pourquoi on dit « le corps électoral ». Mais ce qui est arrivé en Europe en 2005 marque une rupture profonde avec le peuple.

Eduardo Febbro :
Cependant, entre l'idée d'oligarchie qui existait au début du XXe siècle et maintenant, il y a eu aussi une coupure radicale dans ce groupe.
Hervé Kempf :
Oui. Il y a eu une évolution de l'oligarchie. Maintenant nous pouvons parler des déviations de l'oligarchie poussée par l'évolution même du capitalisme. Durant les trente dernières années le capitalisme s'est transformé. Tout commence en 1980, quand Ronald Reagan gagne les élections présidentielles aux États-Unis et Margaret Thatcher arrive au pouvoir en Grande-Bretagne. À partir de là, non seulement s'est concrétisé un capitalisme orienté vers la spéculation financière, mais aussi une transformation culturelle, anthropologique a eu lieu. La philosophie capitaliste s'est répandue avec ce message : « La société humaine n'existe pas ». Pour les capitalistes, la société est un une collection d'individus qui se trouvent dans une boule et son unique mission consiste à en tirer un maximum de profits. Pour les capitalistes, l'individu séparé des autres, est en concurrence permanente avec eux. Dans cette vision, ce qui est commun n'est plus le peuple, mais le marché. Pour cette raison les gens ont tant de difficultés à se sentir un citoyen qui participe à un processus commun à tous. Le système a occulté une donnée : le phénomène fondamental qui s'est produit au sein du capitalisme au cours des trente dernières années fut l'augmentation de l'inégalité, dans tous les pays, y compris les pays émergents.



Les sociétés occidentales marchent vers la dictature, les modèles qui régissent aujourd'hui les sociétés démocratiques d'Occident sont une démocratie en carton pâte qui obéit seulement à un maître : le système financier international


Nos systèmes ne peuvent plus s'appeler démocratie, parce que la puissance financière détient un pouvoir démesuré

Eduardo Febbro :
Nous sommes dans une phase cruciale de crise. Il n'y en a déjà plus une, mais plusieurs, et toutes se concentrent en même temps. La réponse de l'oligarchie est proportionnelle à l'intensité de ces crises : l'autoritarisme et la répression comme réponse.
Hervé Kempf :
Nous sommes dans un moment très délicat de l'humanité. La crise écologique s'aggrave de plus en plus et les crises sociales s'accroissent : Europe, États-Unis, les pays arabes, la Chine et Inde. Et face à l'augmentation des protestations populaires, l'oligarchie tend à aller vers une direction de plus en plus autoritaire, répressive, militaire. C'est ainsi en France, en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, au Canada. Dans chacun de ces pays nous avons vu le développement impressionnant des technologies policières (caméras de surveillance, fichiers informatiques, etc.). Nous affrontons un double danger : non seulement que la démocratie se dirige vers l'oligarchie mais, aussi, que l'oligarchie, le capitalisme en général, entrent dans une phase autoritaire, insistant sur des sujets comme la xénophobie, l'insécurité ou la rivalité entre les nations. L'oligarchie ne veut pas adopter des mesures pour pallier à la crise écologique ou pour diminuer l'inégalité. Non. Ce que l'oligarchie veut, c'est conserver ses privilèges fondamentaux. C'est une oligarchie destructrice. Je crois qu'elle ne comprend pas la gravité de la situation. Au lieu d'évoluer, l'oligarchie est chaque fois plus réactionnaire.

Eduardo Febbro :
Aujourd'hui il y a un nouvel élément, qui sera sans doute déterminant : la crise écologique, la crise climatique. Cependant, peu sont ceux qui sont disposés à relever les défis.
Hervé Kempf :
Nous sommes dans un moment essentiel de l'histoire humaine, pour deux raisons. En premier lieu, nous traversons un moment de notre histoire dans lequel l'humanité arrive aux limites de la biosphère. L'espèce humaine s'est répandue et développé à travers la planète en s'appuyant sur une nature qui nous semblait immense et inépuisable. Mais maintenant l'ensemble de l'espèce humaine découvre que la planète a des limites et qu'il est nécessaire de trouver un nouvel équilibre entre l'activité et la créativité humaines et les ressources. Nous devons changer de culture et passer de l'idée selon laquelle la nature est inépuisable à la réalité que nous mettons en danger ces ressources. Il nous reste à apprendre à les économiser et à les utiliser avec sagesse et prudence. En cela, se joue un changement de culture. Le deuxième en importance, est que nous nous trouvons au moment où nous formons une société humaine. Avant nous étions comme des étrangers les uns avec les autres. Là non. Même si à Río de Janeiro on vit d'une façon différente qu'à Paris, à Londres ou Shanghai, il y a beaucoup d'éléments communs qui nous amènent à prendre conscience que nous appartenons au même monde. La mondialisation non seulement est en compétition avec la mondialisation de la culture ou de l'économie, non, mais aussi atteint la population humaine. Nous découvrons que nous avons des intérêts communs. Les problématiques de l'oligarchie ou de la démocratie se jouent aussi en « Amérique Latine [El Correo propose « Latinoriginaire », parce que il faut intégrer et non diviser, comme le fait ce concept raciste et ségrégationniste] », en Asie et en Europe. Nous sommes la même société. C'est un nouvel élément dans l'histoire de l'humanité. Mais cette nouvelle société doit réécrire, inventer une nouvelle façon de vivre avec la biosphère et les ressources naturelles. Si nous n'arrivons pas à le faire, cette société humaine ira vers le chaos, la concurrence et la violence [nous y sommes déjà au Moyen Orient et Afrique NDLT]. Il n'y aura pas seulement du désordre, mais l'aventure humaine s'arrêtera.

Eduardo Febbro :
Pour vous, il ne peut pas y avoir un renouvellement de la démocratie si la question écologique n'est pas prise en considération.
Hervé Kempf :
L'écologie et la démocratie sont inséparables. Si nous regardons vers les années 70, quand le mouvement écologique a pris son impulsion, il l'a fait avec une critique de la démocratie. La démocratie a toujours été dans le cœur de l'écologie. Mais ensuite le capitalisme a dérivé vers l'oligarchie et nous ne sommes déjà plus dans une situation démocratique. Le capitalisme et l'oligarchie poussent toujours vers la croissance économique. Mais aujourd'hui nous savons que cette croissance économique fait des dommages importants à l'environnement. Nous ne savons pas produire de la croissance économique sans détruire l'environnement, sans émettre du gaz avec effet de serre, sans détruire les forêts comme dans l'Amazonie, ou sans produire d'énormes quantités de soja comme en Argentine, pour lequel des tonnes de pesticides sont utilisées. La croissance permet qu'on oublie l'énorme inégalité qui existe. La croissance permet de calmer les tensions sociales. Le développement de l'oligarchie, c'est-à-dire, le délire d'un petit nombre de personnes pour s'enrichir d'une manière colossale, pousse à la croissance et, en même temps, à la destruction de la nature. C'est pourquoi la question démocratique est essentielle. Nous devons

Suite à la page (16)

L'oligarchie, ce vieux concept

Par Eduardo Febbro

Vivons-nous dans une dictature ou dans une démocratie ? La question a, pour l'essayiste français Hervé Kempf, une réponse sans concession : les sociétés occidentales marchent vers la dictature, les modèles qui régissent aujourd'hui les sociétés démocratiques d'Occident sont une démocratie en carton pâte qui obéit seulement à un maître : le système financier [international NDLT]. Son pouvoir absolu au dessus de toutes les choses non seulement crée des inégalités abyssales entre les individus, mais, aussi et surtout, a mené la planète à la crise écologique qui met aujourd'hui en danger la permanence de l'espèce humaine. C'est la thèse centrale de son dernier livre par lequel Hervé Kempf termine sa trilogie commencée avec ses deux autres livres célèbres : « Comment les riches détruisent la planète » et « Pour sauver la planète, sortir du capitalisme ». Le livre qui termine ce cycle est, dès titre, une déclaration de guerre contre ceux qui utilisent la démocratie pour s'enrichir : « L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie ».

Le panorama qu'Hervé Kempf décrit est une radiographie exacte du monde contemporain : les grands médias sont contrôlés par le capital, les lobbies secrets décident du destin de millions de personnes au-dessus de la volonté populaire exprimée dans les urnes, la culture des finances et leur impunité radicale dictent les politiques contre le bien commun. En somme, une caste de puissants décompose la démocratie en même temps qu'elle détruit la planète. Kempf avance que, pour vivre en paix et pour relever les défis du XXIe siècle, il est indispensable de restaurer la démocratie.

Cela impose une nécessité absolue : Démasquer l'oligarchie pour la présenter telle qu'elle est, comme un régime qui vise à maintenir ses privilèges de caste au détriment des urgences sociales et écologiques.

Le livre de Hervé Kempf réactualise une idée puissante et nouvelle, dont les premières formulations remontent aux années 70 : Il est impossible de penser la démocratie et l'avenir de l'humanité sans inclure l'écologie comme facteur de régulation de la même démocratie.

* Hervé Kempf est journaliste au journal Le Monde et auteur des livres « Comment les riches détruisent la planète » et « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme », Kempf vient de compléter sa trilogie avec « L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie », où il estime que les sociétés occidentales marchent vers la dictature et les modèles qui régissent les sociétés démocratiques d'Occident obéissent seulement au système financier. Le rôle de l'oligarchie. L'écologie et les inégalités.

Traduit de l'epagnol par Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, 18-19 février 2013

Délivrer les peuples pour mieux voler leurs ressources

Par Nicolas Sersiron *

« Nous n'avons aucun intérêt économique au Mali », proclamait François Hollande, alors que notre pays était précisément engagé dans une guerre extractiviste, dont les motivations ne sont pas très différentes des guerres bushiennes au Moyen-Orient. Slogans et mensonges sont semblables : lutter contre le terrorisme et apporter la démocratie. L'avenir nous dira très vite si une réelle démocratie - un gouvernement qui fait passer les intérêts de son peuple avant celui des transnationales - remplace une des pseudo-démocraties ultra corrompues qui règnent dans la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne. Les peuples maliens et français applaudissent la délivrance, le tour de passe-passe est parfait. Pourtant, cette guerre, néo-coloniale ou post-coloniale selon l'inspiration, n'en reste pas moins une guerre étrangère où le gouvernement français a pour projet de maintenir l'asservissement d'un peuple et de ses territoires pour conserver la mainmise sur ses matières premières. Il y a celles qui sont connues comme l'or du Mali et l'uranium du Niger, mais il y a aussi l'énorme potentiel des autres, cachées dans le sous-sol du Sahel. La concurrence est rude avec l'atelier du monde en Asie, avec la puissante Amérique du Nord et avec toutes les multinationales demandeuses de matières premières. Dans cette course, dont les populations ne profitent pas, bien au contraire quand on pense aux pollutions subies, la France veut garder un acquis de longue date. Une fois le Mali envahi par les djihadistes, ceux-ci seraient devenus trop puissants et trop dangereux pour qu'Areva puisse continuer à profiter tranquillement de l'uranium d'Arlit et d'Imouraren au Niger voisin, qui représente près de 40% du combustible des centrales françaises. Est-ce un hasard si le nouveau président du Niger est un

Suite à la page (15)

La grève des chauffeurs de bus scolaires de New York et la défense de l'éducation publique !



Environ 8000 travailleurs des autobus scolaires étaient dans leur quatrième semaine de grève contre la tentative du maire Michael Bloomberg d'éliminer leur sécurité d'emploi. La grève est maintenant levée suite à une entente électorale entre les politiciens et le syndicat

Par André Damon

Pratiquement ignorée par les médias, une lutte importante est en train de se jouer à New York. Environ 8000 travailleurs des autobus scolaires sont maintenant dans leur quatrième semaine de grève contre la tentative du maire Michael Bloomberg d'éliminer leur sécurité d'emploi. Cela fait partie d'une tentative plus vaste pour réduire radicalement les salaires et les avantages sociaux.

Ce conflit est un microcosme

Suite à la page (15)

Syrie : appel du Parti Communiste unifié sur les graves conséquences de l'ingérence impérialiste

Vous savez que notre pays- la Syrie - vit depuis plus de vingt mois, une guerre déclenchée contre elle par de nombreux pays impérialistes, aux côtés d'autres pays qui tournent autour d'eux comme des satellites. Leur but est de détruire l'Etat syrien qui se tient comme un obstacle sur le chemin de ceux qui essaient d'imposer le plan d'un " Grand Moyen Orient", après avoir brisé les Etats de la région en les divisant en petites entités se combattant les unes les autres, afin d'imposer une domination absolue sur les ressources pétrolières et en gaz ; éliminer le problème palestinien d'une manière entièrement opposée aux intérêts du peuple palestinien.

Ces pays ont exploité les erreurs et les défauts du régime d'un côté, et les mouvements s'opposant à ces défauts, de l'autre. Ces mouvements étaient au début pacifiques. Ensuite certains se transformèrent en mouvements armés recevant le soutien sur une vaste échelle de l'alliance qui a émergé comprenant les USA, la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite. La Turquie a occupé la frontière existante avec la Syrie pour aider à la contrebande des armes, l'entrée de milliers de mercenaires se nommant eux-mêmes "Jihadistes". Ils ont ouvert des camps pour l'entraînement de leurs soutiens et de leurs alliés. Des milliards de pétrodollars US ont été dispensés dans ce but. Ils ont eu recours aux formes les plus provocantes de la guerre psychologique, relayées par les l'action d'environ une centaine de stations de TV pour semer le sectarisme et les conflits ethniques dans les esprits et parmi les membres d'un même peuple. Ensuite, les prétendus groupes djihadistes se sont mis à détruire l'économie syrienne. Ils ont déclaré la guerre contre le peuple syrien en décrétant l'embargo économique et les sanctions. Des attaques armées furent déclenchées contre les propriétés populaires et privées. Des explosifs et des véhicules chargés d'explosifs furent aussi utilisés.

Les stations génératrices d'électricité ont été dynamitées. Les câbles des réseaux d'électricité ont été détruits, les puits de pétrole incendiés, les tankers transportant le pétrole brûlé. Des milliers de tonnes d'acier ont été dérobés et passés en contrebande en Turquie. Environ un millier d'usines et ateliers d'Alep ont été pillés. Les machines de ces usines ont été revendues en pièces détachées en Turquie à de bas prix. Les projets d'irrigation et également les centres d'élevage des animaux ont été attaqués, les routes reliant les villes et les cités entre elles à travers la Syrie fermées ; les centres de santé, les écoles et les universités ciblés. Des scientifiques, des docteurs ont été ciblés, kidnappés ou capturés et souvent assassinés.

Des milliers de soldats et également des civils ont été kidnappés. Il a été découvert que les gangs armés ont mis à exécution les massacres. Les corps des victimes ont été jetés dans les rivières. Certaines victimes ont été décapitées. D'autres ont été mutilées. Ces formes de crimes appartiennent au moyen âge. Peu de jours après, les criminels mirent à exécution une série de crimes au moyen de véhicules chargés d'explosifs, particulièrement à Alep où 85 étudiants de l'université ont été tués et des centaines blessés.

Aujourd'hui la Syrie est directement la cible de la Turquie à travers une guerre directe. La Turquie a admis publiquement qu'elle fournit aux terroristes et aux criminels, des armes de toutes sortes, des assassins qui appartiennent à 20 pays.





Environ trois millions de citoyens syriens ont fui leurs domiciles et deviennent des réfugiés constamment déplacés dans les pays voisins vivant dans des conditions misérables incroyables et ils ont des besoins en nourriture et en médicaments

Ces actions sont contraires de façon flagrante au droit international qui interdit à tout pays d'utiliser ses territoires pour attaquer ses voisins. Nous savons que la Turquie, seule, ne peut pas du tout accomplir ces choses sans le soutien des Etats américain, européen et du Golf. De toute manière, la Syrie qui est un pays en auto-défense résiste à cette agression et inflige de lourdes pertes à ces gangs. En conséquence, les criminels et aussi bien les terroristes ne sont pas en mesure d'atteindre tous leurs objectifs. Mais les Syriens paient un lourd prix dans leur résistance.

La Syrie ne croit pas non plus que la solution du problème est militaire. Au contraire, elle s'est prononcée depuis la naissance du problème pour une solution pacifique et politique à travers un dialogue national d'ensemble. En même temps, l'alliance agressive impose des conditions préalables au dialogue national de façon à rendre impossible la solution politique.

Le gouvernement syrien a fait une déclaration importante en lançant une nouvelle initiative pacifique, en accord total avec le droit international qui interdit l'ingérence dans les

Suite à la page (15)

Suite de la page (4) Qui définit une feuille...

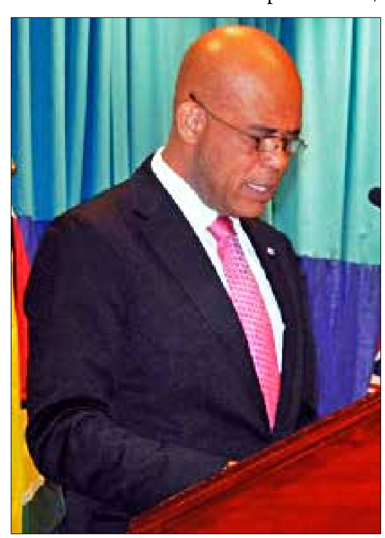
j'ai rencontré le Premier ministre Lamothe et nous avons convenu que dans les prochaines semaines, le Gouvernement et la Minustah vont travailler ensemble pour finaliser cette feuille de route qui nous permettra d'évaluer nos progrès ensemble et qui permettra au Conseil de sécurité d'en faire autant.

J'ai proposé quatre priorités centrales pour cette feuille de route :

Premièrement, renforcer la sécurité, en particulier en augmentant le nombre, la qualité et la répartition de la Police Nationale d'Haïti ;

Deuxièmement, renforcer l'autorité du Conseil électoral permanent pour qu'il assume la pleine responsabilité et l'appropriation nationale de l'organisation et de la tenue des élections futures.

Troisièmement, renforcer la culture de l'Etat de droit et des Droits de l'homme en soutenant le renforcement de mécanismes de base fonctionnels et responsables,



Michel Martelly

comme le Conseil supérieur du Pouvoir judiciaire, la Cour supérieure des Comptes et des Contentieux administratifs, l'Inspection générale de la PNH et l'Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne, entre autres ; et de soutenir plus largement la réforme législative qui est cruciale.

Quatrièmement, dans le domaine de la bonne gouvernance, soutenir le renforcement des institutions de l'Etat pour faire les réformes politiques essentielles et renforcer les mécanismes décentralisés et participatifs.

Nous sommes impatients de définir ensemble une feuille de route afin d'être en mesure d'avancer, pas à pas, de manière visible et mesurable, vers une Haïti sûre et stable où les droits de tous les Haïtiens sont respectés et protégés. », a indiqué monsieur Fisher.



L'incapacité et l'incompétence du gouvernement Martelly-Lamothe découragent certains pays dits amis d'Haïti et favorisent l'influence de la communauté internationale sur les affaires internes d'Haït3..

En réaction, le sénateur Annick François Joseph s'était indigné contre la déclaration du chef civil de l'occupation des forces de l'ONU en Haïti, Nigel Fisher qui a fait savoir que les Haïtiens ne peuvent pas se diriger. « Que le représentant de l'ONU parte avec ses laquais qui sont à la tête du pays, et que les Haïtiens prennent valablement leur responsabilité. » , a déclaré le sénateur Annick.

Par ailleurs, Haïti accueille ces 18 et 19 février au Karibe Convention Center le l 24e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CARICOM dont Haïti assure la présidence de Janvier au juin 2013.

Cependant, des citoyens avisés disent avoir été choqués de constater à Port-au-Prince, des billboards et banderoles à l'effigie du président de la République, exposés dans divers coins de la ville, indiquer: *« Le président Martelly souhaite la bienvenue aux chefs d'État et de Gouvernement de la CARICOM ».* Selon plus d'un, logiquement en communication politique, on devrait inscrire plutôt : *« Haïti souhaite la bienvenue aux chefs d'État et de Gouvernement de la CARICOM»* Néanmoins, de nombreuses personnes jugent ce déficit communicationnel *(Le président Martelly souhaite la bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM)* qui tend plutôt à la propagande, comme un premier point d'ombre souligné dans l'organisation de l'événement.*« Pourquoi est-ce le président Martelly et non pas Haïti qui souhaite la bienvenue aux invités? Le chef d'État haïtien veut-il tout approprier ? Si c'est Martelly qui reçoit les chefs d'État et de gouvernement, pourquoi ne les reçoit-il pas en sa résidence privée »* ? S'est interrogée indignée une jeune professionnelle. Un autre professionnel de la plume qui écoutait attentivement la dame, s'en est pris aussi aux concepteurs de ces affiches pour le gouvernement qui ne fait que se livrer à la propagande. Alors que la constitution de 1987 a formellement interdit le culte de la personnalité.

« J'ai vu avec indignation ces banderoles et ces billboards le long de la route de Bourdon en me rendant au boulot à Pétion-Ville ce matin. Tout le monde opine presque dans le même sens : la portée communicationnelle négative que projette ces outils de communication », laisse-t-il entendre pour sa part. Ils sont en effet légion les citoyens choqués par cette communication inscrite sur ces banderoles et billboards, et qui y voient une mauvaise logique d'appropriation de tout ce qui est étatique par le président Martelly. Rappelons qu'Haïti reste et demeure le pays d'accueil et non pas le président lui-même.

Voilà donc la situation actuelle d'Haïti, l'affaiblissement des institutions haïtiennes, et la politique de marronnage des dirigeants haïtiens ouvrant la voie aux étrangers pour imposer leur propre projet politique. De toute évidence ni le projet de l'international ni les programmes bidon de gouvernement Martelly-Lamothe ne pourraient apporter une amélioration aux conditions de vie de la population. Les masses populaires doivent inévitablement renforcer ses capacités organisationnelles et se doter d'une avant-garde collective pour prendre enfin en charge le destin de la nation.

27 haïtiens rapatriés en Haïti par le gouvernement jamaïcain

La semaine dernière, un groupe de 27 haïtiens dont hommes, femmes et enfants issus des côtes de la Grande Anse, a été atterri, sans documents légaux, sur les côtes de la Jamaïque. Munis de kits alimentaires, ils ont été rapatriés le week-end dernier en Haïti par un navire des garde-côtes jamaïcain.

Ce sont tous des professionnels : pêcheurs, menuisiers, charpentiers, maçons, cultivateurs et même des intellectuels qui ont tenté de fuir leur pays, Haïti, corrodé par la faim (chlorox) et toute sorte d'autres privations. Ainsi, à cause de toutes ces vicissitudes, ils ont bravé les gueules des requins, risquant leur vie au large des océans.

« C'est un constat. Il n'y a pas d'espoir pour nous autres malheureux. Les dirigeants ne font que gloutonner toutes les richesses du pays. Parce qu'ils ont tout siphonné, nous autres, nous vivons dans des conditions pires que des animaux. Nous ne sommes pas considérés comme des humains dans un pays qui est censé nôtre. Du tréfonds de nos êtres, nous le regrettons ; mais, s'il y a moyen, nous récidiverons l'exercice dès demain, car, nous ne sommes que des désespérés », a ainsi indiqué de manière déterminée l'un de ces voyageurs clandestins.

Par ailleurs, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 Février dernier, deux jeunes compatriotes haïtiens dont on n'a pas révélé les noms, sont morts noyés, alors qu'ils voguaient sur un petit voilier en direction de l'île de La Tortue.

Décharge d'armes automatiques sur la base BBC à la Ruelle Chavannes, 3 blessés

Le mercredi 13 Février dernier, à la Ruelle Chavannes, centre ville de Port-Au-Prince, lors d'une coupure d'électricité, des bandits armés circulant à moto, ont ouvert le feu sur des jeunes appartenus au groupe dénommé BBC, basé à la Ruelle Chavannes, proche de la station de Radio Caraïbes FM. Trois d'entre eux, grièvement blessés, ont été transportés d'urgence à l'hôpital pour être soignés.

Suite de la page (4)

paires de gifles. Et motivés à cet effet, ils vont les semer à tout vent et à tout venant.

Des journalistes passés à tabac

Déjà le samedi 9 février une équipe de Radio Télé Caraïbes a été expulsée à coup de pieds aux fesses du Palais Sans Souci par des agents de l'USGPN. Comme nous venons de le confirmer, *moun ki pat gen chans jwenn kalòt pa l se paske l pat Okap*. L'on aurait dit que le mardi 12 février était consacré strictement à la violence, l'humiliation et aux bastonnades des artistes et des journalistes. En ce jour, Watson Phanor et Edzer César, tous deux journalistes de RFM ont été passés à tabac par les bourreaux de l'USGPN.

«*En dépit du fait que je me suis clairement identifié avec mes deux badges, j'ai été matraqué par des agents attachés à la sécurité du président Martelly. Voulant avoir accès au bateau Adriana où j'ai été logé, j'ai été empêché par des agents de l'USGPN qui m'ont assené un violent coup de bâton au dos et j'ai effondré. Tous les autres se sont jetés sur mois à bras raccourcis jusqu'à ce que j'ai perdu connaissance*» a témoigné Edzer César.

Selon ce qu'a raconté la victime, ces agents de police se sont confondus avec ces VSN et ces SD tristement célèbres du temps maudit des Duvalier. «Tout en me torturant atrocement, l'un d'eux me reprochait que sa femme l'a appelé de la capitale l'informant que j'ai accordé la parole au sénateur du Nord Moise Jean Charles qui élaborait sur la mauvaise planification de ces festivités.

Watson Phanor, intervenant sur une radio de Pétion-Ville le jeudi suivant s'est dit résigné suite à cette criante violation de ses droits. «*Je ne peux affirmer vouloir mener des actions en justice contre un chef qui a violé nos droits. Ils sont avant tout des chefs, nous ne pourrons jamais rien contre eux*», a-t-il lâché avec une pointe de peur. Ces deux journalistes Watson Phanor et Edzer Cézar, ayant fait négation de leurs droits ont tout accepté. Pour ce qu'il s'agit des milliers d'estropiés, Fanfan *se dwèt sou bouch*. Où «vont»- nous ?

Suite de la page (13) Syrie : appel du Parti Communiste...

affaires des pays voisins. Les initiatives soulignent encore plus le besoin de réformes démocratiques, une nouvelle Constitution, à côté d'un nouveau pacte général et national qui serait préparé par toutes les forces y compris l'opposition. Le pacte insisterait sur la fin de toutes les opérations militaires conduites d'une part par l'Armée Syrienne, et d'autre part la cessation de l'infiltration de mercenaires en Syrie. Malheureusement, l'initiative a été immédiatement refusée par les groupes armés terroristes et par ceux qui les soutiennent et qui incitent à la poursuite de la violence et du terrorisme.

La situation a connu il y a deux jours un nouveau développement, susceptible de changer la direction des événements en Syrie. Que signifie l'agression soudaine d'Israël contre le centre de recherche scientifique de Syrie près des frontières syriennes et libanaises ? En commettant une telle agression, Israël a dévoilé sa nature réelle, ses tentatives de manipuler les événements actuels en Syrie pour affaiblir l'armée syrienne et ouvrir de nouveaux fronts.

Plus encore le peuple syrien doit payer un très lourd prix, des dizaines de milliers de civils ont été tués. Aujourd'hui la Syrie est exposée à une catastrophe humanitaire.

Environ trois millions de citoyens syriens ont fui leurs domiciles et deviennent des réfugiés constamment déplacés dans les pays voisins vivant dans des conditions misérables incroyables et ils ont des besoins en nourriture et en médicaments. Ces réfugiés en appellent à l'opinion publique internationale pour faire pression sur les gouvernements des USA et d'Europe, du Qatar et de l'Arabie Saoudite afin qu'ils mettent un terme au siège économique et aux sanctions imposées à la Syrie. En outre, ils demandent que le soutien armé aux gangs cesse immédiatement, parce qu'il menace non seulement la Syrie mais un grand nombres de régions dans le monde.

Votre solidarité et votre soutien à notre peuple seront hautement appréciés en ces jours. Plus encore, ils représentent une autre preuve indiquant l'unité et la solidarité des forces révolutionnaires dans le monde entier.

Solidarité Internationale
17 février 2013

Suite de la page (13)

de la société américaine. Bloomberg, qui a une fortune d'environ 25 milliards $, demande à des travailleurs qui font 35 000 $ par année, dans une des villes les plus chères du monde, d'accepter un déclin considérable de leur niveau de vie.

Les travailleurs eux-mêmes sont conscients du fait que des questions beaucoup plus larges sont en jeu, des questions qui vont plus loin que celles que pose immédiatement la grève. Bloomberg tente de briser la grève – avec l'assistance des syndicats – dans le cadre d'attaques contre la classe ouvrière dans son ensemble.

En particulier, pour Bloomberg et la classe dirigeante pour laquelle il parle, l'assaut contre les travailleurs des autobus fait partie d'une attaque à grande échelle contre l'éducation. Les professeurs subissent des demandent incessantes pour des concessions et la ville prévoit fermer encore plus d'écoles publiques. Sous son administration, 140 écoles ont été fermées et rouvertes comme des écoles à chartes et 8000 postes de professeurs ont été abolis.

Bloomberg joue un rôle dans la campagne nationale contre l'éducation publique, défendue tant par les démocrates que les républicains. Dans un État et une ville après l'autre, les professeurs sont congédiés par milliers. Détroit, Chicago, Philadelphie et Washington, DC – des villes toutes dirigées par des maires démocrates – mettent en oeuvre en ce moment des programmes de fermeture de dizaines d'écoles. Dans certaines villes, la privatisation de districts entiers est concrètement envisagée.

Ces politiques sont coordonnées par l'administration Obama qui, depuis le début, a fait agressivement la promotion des écoles à chartes et a fait des professeurs les boucs émissaires de la crise de l'éducation. Dans leurs politiques concernant l'éducation, les démocrates et les républicains sont pratiquement identiques. En fait, Obama a supervisé beaucoup plus de fermetures d'écoles et de congédiements de professeurs que son prédécesseur.

Ce qui prend place est l'affaiblissement et le démantèlement intentionnels de toute l'institution de l'éducation publique. Le concept que tout le monde devrait avoir accès à ce droit social essentiel est jeté aux orties. Ce qui reste du système d'éducation sera encore plus directement subordonné à différents intérêts de profits et aux diktats de toute la classe dirigeante.

C'est une transformation historique. L'institution de l'éducation publique aux États-Unis remonte jusqu'à la Révolution américaine il y a plus de 200 ans.

Les dirigeants de la Révolution américaine voyaient l'institution de l'éducation publique comme un pilier central de la démocratie, nécessaire pour la gouvernance populaire. Lorsqu'elle était encore une force révolutionnaire, la bourgeoisie la voyait comme un contrepoids nécessaire à l'aristocratie britannique et, plus tard, au sud esclavagiste. « Faites que l'éducation des gens ordinaires soit exigée par la loi », écrivait Thomas Jefferson à un ami en 1786. « Faites savoir à nos compatriotes que seule la population peut nous protéger contre ces maux [de la tyrannie et de l'oppression] et que la taxe qui sera perçue à cette fin sera mille fois moindre que ce que l'on devra payer aux rois, aux prêtres et aux nobles qui surgiront parmi nous si nous laissons le peuple dans l'ignorance. » Benjamin Franklin a non seulement participé à la création de la République des États-Unis, mais aussi à celle de la première bibliothèque publique sur le continent.

Les esclavagistes au Sud étaient terrifiés par l'idée d'une population de gens éduqués, qu'ils fussent esclaves ou libres. La réaction s'est toujours drapée du manteau de l'ignorance. De plus, les plus fervents abolitionnistes, comme Thaddeus Stevens, étaient réputés autant pour leur lutte en faveur de l'éducation publique que pour leur haine de l'esclavage.

Vers la fin du 19e et au début du 20e siècle, le principal conflit social aux États-Unis devint celui entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Le développement de l'éducation publique fut inextricablement lié aux luttes de masse de la classe ouvrière.

La classe dirigeante américaine, bien consciente de la menace de révolution sociale que laissait planer la Révolution russe, réagit à la croissance des conflits de classe en faisant, entre autres, certaines concessions. La démocratisation de l'accès à l'éducation publique, ce que favorisait la fin de la ségrégation, faisait partie d'une politique libérale de réformes qui était possible grâce à la position du capitalisme américain en tant que puissance économique mondiale dominante.

Mais la classe dirigeante a rejeté toutes ces traditions démocratiques. Au cours des quatre dernières décennies, elle a entrepris de démanteler tous les gains faits par la classe ouvrière sur des décennies et la totalité de l'héritage de la Révolution américaine et de la Guerre civile.

Dans son existence sociale même, la classe dirigeante américaine – qui a bâti de vastes fortunes par la spéculation, le parasitisme financier et la fraude – est hostile à l'esprit démocratique et égalitaire qui anime le concept de l'éducation publique. Elle voit ces institutions comme des ponctions inacceptables sur les profits, des reliques d'un passé où tout n'était pas subordonné à l'enrichissement direct de la classe dirigeante.

L'élite patronale et financière ainsi que ses représentants politiques agissent avec une certaine insouciance. Ils saccagent toute une tradition démocratique et, par le fait même, ce qu'il reste de leur légitimité politique. La même administration qui procède au démantèlement de l'éducation publique s'arroge le droit d'assassiner des citoyens américains sans jugement en bonne et due forme, rejetant ainsi sans même sourciller des principes constitutionnels fondamentaux qui existent depuis des siècles.

La préservation de l'éducation publique est incompatible avec l'existence de cette classe dirigeante et du système social, le capitalisme, sur lequel elle repose. Rien ne peut être gagné en adressant des demandes aux démocrates ou aux républicains, tous deux défenseurs endurcis de cet ordre social.

La défense de l'éducation publique, comme celle de tous les autres droits démocratiques et sociaux, est la tâche de la classe ouvrière, la seule véritable force progressiste et révolutionnaire de la société.

La seule façon de défendre et développer l'éducation publique est par la reconstruction totale de la société sur la base de l'égalité sociale. Le pouvoir de l'oligarchie financière doit être renversé; les banques et les grandes sociétés, nationalisées. C'est seulement à travers un programme socialiste, pour lequel luttera un parti propre à la classe ouvrière, qu'une telle tâche pourra être accomplie.

Wsws 13 février 2012

Suite de la page (13) Délivrer les peuples pour… .

ancien cadre d'Areva ? L'Allemagne, qui arrête ses centrales nucléaires, n'a fait aucun acte de solidarité pour soutenir l'engagement militaire de la France. Cela fait plusieurs siècles que notre pays participe activement au pillage des richesses de l'Afrique. Après le vol des Africains transformés en esclaves, ce fut, à travers la colonisation armée, le vol des richesses naturelles agricoles et minières. Ensuite, après les indépendances, la continuité de ces pillages a pu être assurée grâce au mécanisme de la dette, quitte à assassiner ceux qui ne voulaient pas rester soumis, comme Thomas Sankara au Burkina Faso. Dans le système néocolonial, comme celui de la Françafrique, la violence des armes n'est jamais loin.

La dynamique capitaliste est fondée sur l'extractivisme. Sans lui, ni productivisme, ni consumérisme, ni profits. Tant que ce système n'aura pas épuisé toutes les ressources naturelles ou que les peuples ne se seront pas dressés pour dire stop, des gouvernements poussés par leurs multinationales continueront leurs exactions. Ils feront tout, jusqu'à la guerre, pour maintenir les flux d'approvisionnement de leurs usines et les profits de leurs capitalistes, assurés par notre consommation gaspilleuse de toutes ces richesses naturelles.

Dire qu'il fallait laisser les islamistes envahir la totalité du Mali, certainement pas. Mais tout a conduit à un gouvernement malien corrompu, faible ou tyrannique, avec une pauvreté galopante, une économie en quasi-faillite, une armée désorganisée. L'« aide » de la France en cas d'invasion extérieure était le passage obligé. Avec ses bases militaires au Tchad, en Centrafrique, au Gabon et en Côte d'Ivoire, elle était prête. Après cette victoire sans vraiment combattre, acquise grâce à la supériorité disproportionnée de ses armes, la France pourra rester l'acteur central au Mali.

L'ignorance de la majorité des populations européennes et africaines, bien entretenue par nos médias disciplinés, est impressionnante. Qui connaît réellement ces mécaniques de corruption, de dettes, de complicités ploutocratiques des dirigeants de tous les pays de la région ? Qui comprend que l'on fait applaudir l'armée d'un pays qui sert une logique de domination et de pillage ? Car la France est ce « maître » qui, en coopération avec la Banque mondiale, le FMI et ses entreprises transnationales, les prive de leur indépendance politique et économique, tout en les sauvant d'un danger immédiat encore plus grand.

Les sauver certes, mais aussi continuer de les soumettre à la logique extractiviste. La guerre de Sarkozy, pour sauver Benghazi des griffes du colonel Kadhafi, n'était-elle pas de la même veine ? A qui profite l'extraction du pétrole aujourd'hui en Libye ? En 1894, l'armée de Gallieni pénétrait à Tombouctou pour la conquérir ; en 2012, c'est encore l'armée française qui prend possession de cette même ville !

Les peuples africains, chargés d'une longue et magnifique histoire, doivent reprendre le contrôle de leur pays, à la faveur de l'électrochoc djihadiste. Après être sortis des griffes des corrompus et des corrupteurs, ils doivent reprendre leur destin en main et auditer la dette de leur pays pour annuler la part illégitime. De l'Équateur au Venezuela en passant par la Bolivie, plusieurs peuples d'Amérique du Sud se réapproprient progressivement leurs richesses naturelles. Durant les premières décennies du 19ème siècle, ils se sont libérés du colonisateur espagnol. Souhaitons qu'il ne faille pas encore un siècle pour que les peuples d'Afrique se libèrent de leurs dettes illégitimes, de leurs pseudo-démocraties ou de leurs dictatures, des voleurs de ressources naturelles et de toutes les corruptions qui les gangrènent. Le FMI annonce qu'il reprend ses prêts au Mali, interrompus depuis le coup d'état de 2012. C'est le signe de la reprise en main de l'économie malienne par les grandes puissances. Quand on voit les ravages sociaux et économiques causés en Grèce par des préceptes austéritaires, reconnus erronés par Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, on ne peut que vouloir un sursaut salutaire.

Ndlr. * Nicolas Sersiron. vice-président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (C.A.D.T.M).

CADTM 2 février 2013

Suite de la page (6)

pase 29 lane. Jeremyen konvèti yo te rantre tout bon nan won, yo te vin plis Divalye pase Franswa. Pantalon vle, chemiz ble, mouchwa wouj nan kou, fizi nan do, se konsa yo te mache ap veye rebèl, kamoken ak kominis. Nan Kòtfè, yon katye ki te repite pou kote ki te gen plis jamèdodo, se la yo te rete. Avan Divalye se leswa yo te konn al frekante zòn sa pou moun pa wè yo. Sa k te fè Kòtfè te vin katye jeneral prefere yo, se paske se la Sanette Balmire te rete. Kiyès Sanette Balmire te ye ? Se te yon ansyen fanm Divalye. Fanm sa Divalye te bay non Marie Jeanne nan te gen tout pouvwa pou li sèl. Ou mèt te prefè, depite, majistra, kòmandan makout e menm kòmandan distri, li imilye w memsi ou te yon bon entelektyèl oubyen yon payaya. Se menm moun konvèti sa yo ki te fè touye fanmi Sansarik, Dwen, Vildwen, elatriye nan lane 64. Se menm yo menm nan ki denonse Aronce Elysée, Ignace Bazark kòm wa kominis kote ti mesye sa yo te mouri nan prizon Fòdimanch.

Divalye vin mouri, Jean Claude pran larelèv, pitit makout sa yo nan Jeremi pran larelèv tou. Nan lane 1986 lè depa Jean Claude, nan dechoukay sa k mouri mouri, sa k pa mouri vin tounen yon dechoukè. Dechoukè ki konn li, dechoukè ki pa konn li, tout mare kòd lonbrit yo ansanm pou yo vin bann tip majitra, depite, senatè sa yo k ap kouri monte nan tout Grandans nan. Senatè visye, senatè grangou. Depite visye, depite grangou, majistra grangou, majistra visye. Moun minis ap pale yo mal kòm mandyan pwofesyonèl, se ak tip moun sa yo Jeremi oblije koube l anba yo. Moun sa yo gen gang, gwoup dechoukè pa yo, pou ti krik ti krak yo kapab pran lari. Lè 2 bann sa yo rankontre pafwa se dezòd jeneral.

Nan Jeremi lontan anvan Divalye pat gen gagòt sa yo, wi se te bèl pwezi. San pat konn koule konsa.



Depite Sorel Jacinthe

Nan lane 64 san koule, an 71 san koule, 2012 san koule, 2013 san koule.

Eske san ki koule nan 2 dènye lane sa yo se pou yon zafè wout Kanperen-Jeremi jan yo vle fè konprann nan? Non, dapre sa nou aprann nan bon ti mamit, se pito yon kesyon eleksyon k ap rezoud la ant ansyen senatè Clerié ak depite Sorel ki limenm anfonksyon. Poko menm gen KEP, men se pou plas senatè y ap goumen nan pwochen eleksyon oubyen seleksyon Martelly gen pou l fè yo.

Tan ale, tan pa tounen, devan pòt tounen dèyè kay. Jeremi, site powèt tounen site politisyen zèl ravèt ant Clérié, yon senatè Grandans, moun Koray ak Sorel, yon depite Moron Chambèlan . Pou kisa se nan vil Jeremi yo vin ouvè gagè yo a?

Jean Sorel Pompée

Suite de la page (7)

crise institutionnelle : le ministre de la justice, revisite des dispositions légales qui rappellent les temps de Roger Lafontant , de Jean-Marie Chanoine, ministres sous Jean-Claude Duvalier intervenant dans les médias, muselant la presse contestataire et indépendante, vers les années 80. Il s'agit d'une régression brutale qui suscite inquiétudes et vigilance.

« Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, dans le souci de préserver les acquis de l'Etat de droit, se fait le devoir de rappeler à tout un chacun que la législation pénale haïtienne punit sévèrement la diffamation, les menaces et les incitations à la violence. Ainsi les auteurs tant matériels qu'intellectuels de tels actes répréhensibles tomberont-ils sous le coup des dispositions des articles 64, 313 et 321 du Code pénal haïtien ainsi que les articles 18, 22 et 23 du décret du 31 juillet 1986 sur la presse et la répression des délits de presse. » (fin de citation).Cette tentation autoritaire est à comprendre avec le mode d'occupation de l'espace public.

Au Cap-Haïtien, ces corps qui sont condamnés à suer, à transpirer, se voient forcés de déambuler dans les rues exigent aujourd'hui de repenser la ville autrement. Désormais, les villes deviennent des lieux d'émancipation du politique, ce sont des espaces à partir desquels le chef de l'Exécutif haïtien pense sa trajectoire de conquête du pouvoir et son projet de le consolider. Lors de sa campagne électorale, caractérisée par l'importation des techniques modernes du marketing électoral, Martelly ne s'intéressait pas aux aires rurales, qui paradoxalement devaient être témoins de sa foi en un pays revitalisé sur le plan environnemental, et malgré le caractère trompeur du parti qui lui a permis d'être candidat, le monde rural n'est pas l'univers particulier de Martelly.

La légitimité de son pouvoir vient des villes, de ces villes prédatrices de résultats électoraux, de ces villes –martyrs de l'aventure de Martelly, de ces villes incendiées, terrassées, martyrisées, secouées, qui jurent de donner le pouvoir à Martelly. Mais la conquête de ces villes reste soumise à certains aléas : parce qu'à la périphérie de ces villes, notamment après le 12 Janvier 2010, grandissent, dans l'indifférence totale des autorités, des quartiers criminogènes, des espaces de non-droit ; ce qui représente une menace permanente pour ce pouvoir qui doit anticiper, limiter, réfréner les ardeurs des contestataires. On a appris comment le délégué du département du Sud s'est fait virer de son poste, sans ménagement, pour avoir avoué, non sans quelque naïveté, qu'une somme d'agent a été allouée aux troupes de choc, aguerries, et prêtes à en découdre avec le pouvoir de Martelly . Pour que ce pouvoir subsiste, les villes doivent être occupées, non pas comme champ d'application et d'expérimentation des projets du gouvernement mais plutôt comme champ de recomposition des rapports de force avec l'opposition. Si celle-ci compte prouver sa force, selon la logique du pouvoir, elle doit prouver sa grande capacité de mobilisation.

Jurgen Habermas en 1963 dans son essai « L'espace public: archéologie de la publicité » a montré que les espaces publics dans les villes européennes se sont progressivement effondrés, au profit de l'espace médiatique. « Habermas a mis en évidence la construction d'un espace de discussion régi par le principe de la publicité s'opposant progressivement à la logique de la fonctionnalité de l'autorité publique dominée par le secret d'Etat. Il définit alors l'espace public « comme un ensemble de personnes privées rassemblées autour des questions d'intérêt commun. »(Jurgen Habermas, Théorie de l'agir communicationnel, Paris, fayard,1987, rééd.2001).

Mais en Haïti, c'est à travers le processus d'investissement des villes et des corps que le pouvoir renforce sa domination. Les citoyens appelés à participer au carnaval sont contraints de suivre les traces de leur président, puisqu'aucun lieu alternatif à la ville choisie n'obtient l'agrément des autorités publiques. La mairie de Port-au-prince interdit aux bandes de se produire au Champ de Mars ,qui pourtant, avant le tremblement de terre, était le lieu de construction des formes de transgression auxquelles a participé le président de la république, expert dans ses déhanchements et ses chansons aux accents vulgaires. Le pouvoir assujettit donc les citoyens, les contraint à marcher, danser, s'extasier devant les stands des hommes du clan du prince, les porte à gesticuler, admirer leur chef, à marcher derrière les chars, répéter les chansons des groupes agréés par le pouvoir.

Ce n'est pas la première opération de dressage du corps que fait le pouvoir en Haïti : sous Duvalier, le traitement du corps était dépersonnalisant, parce qu'il s'associa au répressif ; il était anticipatif, parce qu'il vit en chaque haïtien un suspect soumis à la condamnation, à la disparition des forces duvaliériennes. Mais avec Martelly, les corps, leur mode d'alignement, la géographie des stands, leur implantation, et la superposition d'autres corps partisans du pouvoir à l'abri des [...] tendent à donner une image grossissante, déformante des dérives du pouvoir en place. Le corps ici « entre dans une machinerie de pouvoir qui le fouille, le désarticule et le recompose ». Le pouvoir recherche l'obéissance, la sujétion : Michel Foucault nous le rappelle : « cet assujettissement n'est pas obtenu par les seuls instruments soit de la violence soit de l'idéologie. Il peut très bien être direct, physique, jouer de la force contre la force, porter sur des éléments matériels et pourtant ne pas être violent ; il peut être calculé, organisé, techniquement réfléchi, il peut être subtil, ne faire usage ni des armes ni de la terreur et pourtant rester de l'ordre physique. »(p.34)

L'hypothèse de dressage est à vérifier dans les modalités contraignantes de l'espace physique. Les participants au carnaval sont forcés de garer leurs voitures. Pour les autres catégories de « carnavaliers » ,ce sont les piétons que l'on vénère, poussant à la recherche de l'égalité entre tous les participants au carnaval. La société discriminante telle qu'elle se déploie en Haïti voit poindre sa fin, mais les piétons deviennent des « vecteurs de la mise en scène de la société dans sa diversité sociale et son pluralisme culturel. »

Longtemps considérés comme des badauds nuisibles à l'action politique, Duvalier craignait la foule, incontrôlable, infestée selon lui de « camoquins » contestataires, qu'il fallait repousser loin des villes, au fond des champs et des plantations. Martelly et Duvalier font un usage différencié des foules : le second y avait vu des menaces de hordes inhiber la pérennité de son pouvoir. Martelly lui investit les corps des foules pour en faire un instrument de son pouvoir. Aura-t-il le temps de poursuivre l'expérience aux Gonaïves ?

Suite de la page (12)

arriver à une situation où nous pouvons discuter et réussir à diminuer l'inégalité et, ainsi, pouvoir redéfinir ensemble une économie juste qui ne détruit pas l'environnement.

Eduardo Febbro :
En somme, toute reformulation de l'idée et du principe de démocratie passe par l'écologie.

Hervé Kempf :
Effectivement : il est impossible de penser le monde si nous oublions la question écologique. Ce sujet n'est pas exclusif des Européens ou des occidentaux, non, c'est une question mondiale. Le sujet du changement climatique, le sujet de l'épuisement de la biodiversité ou de la contamination sont des sujets mondiaux. Il est impossible de penser à l'émancipation humaine, à la dignité humaine, à la justice sociale, à l'évolution vers une humanité réalisée dans laquelle chaque personne pourra exprimer ses potentialités par rapport aux autres, dans le concret, rien de cela ne peut être pensé si sont laissées de coté, la nature et la relation avec la biosphère. La situation actuelle est grave à cause de la crise écologique mais aussi pleine d'espoir. Nous avons dix ou vingt ans devant nous pour organiser la transition et permettre aux jeunes du futur qu'ils imaginent une société harmonieuse. Si dans 10 ans nous ne contrôlons pas la contamination, si dans 10 ans nous ne réussissons pas à empêcher l'évolution dictatoriale du capitalisme, nous allons tout droit vers des situations très difficiles.



Si dans 10 ans nous ne réussissons pas à empêcher l'évolution dictatoriale du capitalisme, nous allons tout droit vers des situations très difficiles



Venezuela célèbre le retour de Chávez !

Les vénézuéliens célèbrent avec une grande joie et des feux d'artifice le retour du président Hugo Chávez à Caracas, après avoir passé plus de deux mois à Cuba après une intervention chirurgicale complexe.

La chaîne internationale Telesur a indiqué qu'après la nouvelle du retour du président, ses partisans, dès les premières heures de la journée, se sont réunis à la Plaza Bolivar à Caracas, comme signe de satisfaction pour le retour de leur Commandant à la nation.

Le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, a exhorté les Vénézuéliens à arborer leur drapeau pour le retour du chef de l'Etat et au réseau social twitter ont été activées les étiquettes de #ChavezBienvenidoALaPatria et #Chávezvolvió, placées entre les plus utilisées au Venezuela.

Chavez est arrivé dans les premières heures du lundi à Caracas, provenant de La Havane, d'où il a reçu un message envoyé par le leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz.

À travers Twitter, Chavez a déclaré: « nous sommes revenus à la Patrie Vénézuélienne. Merci Mon Dieu!! Merci Cher Peuple!! Ici, nous continuons le traitement » Il a également remercié Fidel, Raúl et toute Cuba.

Le Vice-président Nicolás Maduro, a confirmé que le président est à l'hôpital militaire et qu'il continuera son traitement médical aujourd'hui. Il a rappelé les intenses jours de combat pendant le processus de récupération du président Chavez à Cuba, depuis le mois de Décembre.

Il a également remercié le peuple vénézuélien par l'amour et le soutien à Chavez. Il a noté que tout Venezuela a été une grande famille accompagnant le Président, dans les moments heureux mais aussi dans les moments difficiles, d'incertitude, accrochés à Christ, à la vie, tel que le Commandant a dit.

Il a demandé à la population de rester calme et organisée pour que le président puisse compléter tranquillement son processus de rétablissement. Il a également exhorté tous les Vénézuéliens à redoubler la marche et le travail en faveur de la Révolution Bolivarienne, de sorte que le Président remarque tout l'effort et l'élan populaires, étant un hommage permanent puisque son arrivée est une source de motivation pour le peuple.





Telesur a indiqué qu'après la nouvelle du retour du président, ses partisans, dès les premières heures de la journée, se sont réunis à la Plaza Bolivar à Caracas, comme signe de satisfaction pour le retour de leur Commandant à la

AIN 19 Février 2013

Rafael Correa dédie sa victoire aux élections à Hugo Chavez



Rafael Correa s'est adressé à la foule depuis le balcon du palais présidentiel de Quito(Reuters)

Par Michele Claverie

Le président de l'Equateur, Rafael Correa, a dédié sa victoire aux élections présidentielles de son pays à son homologue du Venezuela, Hugo Chavez, qu'il a qualifié de grand leader latino-américain. Les résultats préliminaires donnaient à Rafael Correa près de 61% des voix exprimées, ce qui garantit sa victoire au premier tour. Son rival le plus proche, l'ex banquier Guillermo Lasso n'a eu que 21 % des voix.

Les sympathisants du Mouvement Alianza Pais ont réalisé de grandes célébrations dans toute l'avenue des Shyris, dans le nord de Quito et dans d'autres villes de cette nation.

Après avoir connu sa victoire aux élections de ce dimanche, et sa réélection, Rafael Correa a remercié les Equatoriens de leur appui aux urnes. Il a déclaré « Rien, ni personne n'arrêteront cette révolution. Nous sommes en train de faire l'histoire, nous construisons la petite patrie, l'Equateur et la grande patrie, notre Amérique. Merci beaucoup de votre immense confiance. Vous savez que nous ne vous avons jamais déçus et que nous ne vous décevrons jamais. Cette victoire est la vôtre, celle de nos familles, épouses, enfants, amis de la patrie entière. Nous sommes ici pour vous servir, rien pour nous, tout pour vous, un peuple qui s'est rendu digne d'être libre. Vive la Patrie ».

Au sujet du renforcement du Mouvement Alianza Pais il a ajouté: « Nous avons aussi l'acquis de la Révolution qui se consolide et je crois que le renforcement de l'Alianza Pais fait la différence. Maintenant oui nous avons un mouvement politique organisé avec une capacité de mobilisation, nous l'avons vu. Partout où nous sommes allés, il y avait la présence d'Alianza Pais, de ses militants, coordonnateurs, dirigeants, des Comités de la Révolution Citoyenne, des centrales qui avec autant d'efforts ont ouvert dans les quartiers, les différentes maisons. Ce sont ces tranchées qui ont construit cette belle victoire populaire. Je remercie donc tous les Equatoriens ici et à l'étranger, surtout les frères immigrés qui n'ont pas lancé des paroles en l'air. C'est aussi leur gouvernement, nous avons une immense dette après autant de souffrance, après toute cette tragédie suite à la crise bancaire de 1999, à l'étranger nous avons obtenu des victoires spectaculaires. »

Rafael Correa a signalé: "Nous avons reçu des messages des présidents de Cuba, du Pérou, de la Colombie, du Venezuela, du Nicaragua. Je regrette de n'avoir pu leur répondre directement. Ils m'ont laissé des messages, je les rappellerai. Notre plan de gouvernement a été présenté au pays et approuvé dans les urnes. C'est le meilleur plan de gouvernement du pays, dix axes, 35 propositions. Le défi va être de transformer en irréversible les relations, ceci est la clef pour le développement, parce que l'Amérique ne s'est pas développée, quand elle avait tout: les richesses naturelles, les civilisations. Elle avait tout, alors pourquoi ne s'est –elle pas développée ? La réponse est à cause des classes, des élites qui nous ont dominées ».

RHC 18 Février 2013

Moi, Charlotte, 14 ans, esclave en France !

Par Denis Thomas

La bête n'est pas morte. Elle est tapie et se cache. Parfois elle montre son horrible groin. Charlotte, 14 ans, achetée 4.500 euros près d'Abidjan, vient de trouver refuge auprès des autorités françaises. Elle était tenue en esclavage depuis septembre dernier par un couple du Vaucluse, à Cavaillon.

Le cas de cette enfant est la partie émergée de l'Iceberg. Selon le « Comité contre l'esclavage moderne » il est très difficile d'estimer le nombre des victimes dans l'Hexagone « car les faits se déroulent dans le huis clos des domiciles ».

Dans le monde, selon l'ONU, ce sont deux millions de personnes qui sont réduites à l'esclavage chaque année. Le nombre d'individus victimes d'esclavage est impressionnant : ce sont, selon le BIT (Bureau International du Travail), entre 200 et 250 millions d'adultes qui souffrent de cet état. Un chiffre hallucinant auquel il faut ajouter jusqu'à 300 millions d'enfants de 5 à 14 ans au travail et plus de 250.000 enfants soldats, selon l'Unicef.

Milieu diplomatique

Charlotte était déscolarisée et employée par un jeune couple aux tâches ménagères et à la garde des enfants. Elle a été battue à coups de ceinture et s'est enfuie. Le présumé responsable de l'affaire, un homme d'origine ivoirienne a été mis en examen pour violences et « traite d'être humain ». De même qu'un ami du couple, un togolais en situation irrégulière.

A lire ces chefs d'accusation, on cauchemarde.

Selon le Comité contre l'esclavage moderne, 20% des victimes de l'esclavage moderne « ont été asservies dans le monde diplomatique ou les beaux quartiers ». Mais ce milieu social n'a pas l'exclusivité de ces horreurs.

L'organisation ajoute que « ces drames sont aussi présents dans les pavillons de banlieue ou les grands ensembles des quartiers défavorisés ». La méthode est quasiment toujours la même : privation des papiers d'identité, menaces, intimidation ajoutées à des conditions de travail et d'existence effroyables.

Ce sont les voisins qui, la plupart du temps, signalent ces situations d'esclavages domestiques. Ou bien les urgences des hôpitaux ...

LGS 4 février 2013

Scandale à Londres : un hôpital responsable de la mort de 1.200 patients



Il y a quelques jours on a découvert, qu'à l'hôpital de Stafford, ce ne sont pas moins de 1.200 patients qui ont perdu la vie entre 2005 et 2009 par manque de soins ou d'hygiène

Par Capitaine Martin

La réalité dépasse parfois l'imagination. Un scandale a récemment secoué l'opinion publique britannique. On a ainsi découvert il y a quelques jours qu'à l'hôpital de Stafford, ce ne sont pas moins de 1.200 patients qui ont perdu la vie entre 2005 et 2009 par manque de soins ou d'hygiène. Une affaire qui remet brutalement en cause le système de santé publique (national health service), fruit des contre-réformes libérales des années 80 et 90.

David Cameron, Premier ministre britannique, a été contraint de présenter les excuses du gouvernement aux familles des victimes.« Certains patients avaient tellement soif qu'ils buvaient l'eau des vases », a dit ce même Premier ministre lors d'un discours au Parlement. Les conditions infernales dans lesquelles la direction maintenait l'hôpital ont été scrupuleusement et scientifiquement reconstituées dans un rapport de près de 1.000 pages établi sous la houlette de M. Robert Francis. Ce dernier affirme qu'il s'agit « d'une histoire épouvantable qui a occasionné d'insoutenables souffrances à des centaines de personnes pendant plusieurs années ». « Le système a ignoré les signaux d'avertissement et a fait passer les intérêts de l'entreprise et la réduction des coûts avant la sécurité des patients », finit-il par ajouter.

« Les patients âgés et vulnérables n'étaient ni lavés, ni nourris, ni désaltérés. Ils étaient privés de dignité et de respect. Certains patients devaient se soulager dans leur lit quand personne ne les aidait à aller à la salle de bain », a expliqué M. Robert Francis, qui a soulevé avec précision le manque récurrent de soins et d'hygiène. Enfin, le personnel n'était pas assez nombreux et mal (ou pas suffisamment) formé. Les membres de Stafford qui voulaient s'opposer à ces dérives faisaient l'objet de menaces où étaient quelquefois victimes de harcèlement moral.

Afin de faire taire le scandale, M. Cameron a annoncé son intention de créer une nouvelle figure en charge de la surveillance des hôpitaux, une sorte d'inspecteur en chef qui diligenterait des inspections dans les différents lieux de soins. Mais le tollé ne stoppera probablement pas de sitôt. Parce qu'aucun des dirigeants ou des responsables de Stafford ou de la NHS (national health service) n'a été sanctionné, suspendu ou licencié.

Après Stafford, ce sont désormais huit autres hôpitaux qui font l'objet d'une enquête. Leur point commun ? Avoir enregistré ces dernières années un taux de décès de patients anormalement élevé. Les hôpitaux de Basildon, Thurrock, Colchester, Tameside, Blackpool et East Lancashire pourraient être sérieusement inquiétés ; trois mille personnes y seraient mortes par manque de soins ces dernières années.

Cameron a enfin annoncé la création d'une série de consultants, parmi lesquels Ann Clwyd, pour la gestion des plaintes et réclamations relatives aux hôpitaux publics. Cette députée travailliste avait dénoncé il y a un an le traitement reçu par son mari à l'hôpital de Wales à Cardiff, « où il est mort comme un poulet de batterie ».

LGS 14 février 2013

"Vols secrets de la CIA" : sept ans de prison pour l'ancien chef de la CIA en Italie

Près de six ans après l'ouverture du premier procès organisé en Europe sur les "vols secrets de la CIA", l'ancien chef de l'agence de renseignement américaine en Italie, Jeff Castelli, a été condamné en appel et par contumace, vendredi 1er février, à sept ans de prison pour l'enlèvement d'un imam égyptien à Milan en 2003. Selon les médias italiens, deux autres agents de la CIA ont été condamnés à six ans de réclusion, également par contumace.

En première instance, les trois agents de la CIA avaient été acquittés, mais le parquet avait fait appel du verdict. En septembre 2012, la Cour de cassation italienne avait par ailleurs confirmé la condamnation à des peines allant de sept à neuf ans de prison contre vingt-trois espions de la CIA, dont son ancien chef à Milan, Bob Seldon Lady. Ils sont tous en fuite. Elle avait ordonné un nouveau procès contre cinq ex-agents d'espionnage italiens accusés d'avoir participé à l'enlèvement.

Implication des autorités italiennes ?

L'imam égyptien Abou Omar, de son vrai nom Osama Hassan Nasr, était membre de l'opposition islamiste radicale et bénéficiait de l'asile politique en Italie. Il avait été enlevé dans une rue de Milan le 17 février 2003 au cours d'une opération coordonnée entre le Sismi (renseignement militaire italien) et la CIA, puis transféré en Egypte via l'Allemagne. Ses avocats affirment qu'il a été torturé dans la prison de haute sécurité où il était détenu en Egypte et réclament 10 millions d'euros de dommages et intérêts.

L'implication des autorités italiennes était l'une des clés de l'affaire. L'ancien chef du gouvernement Silvio Berlusconi a toujours nié avoir été mis au courant des intentions américaines. Plusieurs témoins ont pourtant affirmé que la CIA avait sondé Rome, dès le lendemain des attentats du 11 septembre 2001, sur l'éventualité de rapts de suspects en Italie. Limogé en novembre 2006, le général Pollari s'était réfugié derrière le secret d'Etat pour éluder toutes les questions des enquêteurs.

LGS 10 février 2013

Suite de la page (8)

Dans la foulée, une équipe de Radio Télé Caraïbes a été chassée du bal des rois organisé le Samedi 9 Février au Palais Sans Souci. Deux journalistes de RFM, Watson Phanord et Etzer César ont été sévèrement battus dans l'exercice de leur fonction par des policiers chargés de la sécurité du Palais National. Alors, la menace sur la liberté d'expression est plus que réelle ! On ne devrait pas s'étonner de voir le pouvoir en place rétablir les lois abrogées par l'article 297 de la constitution de 87, mais annulée par la version amendée de la constitution. Cependant, le régime « Tet kale » (Crane rasé) doit se rappeler qu'en renversant la dynastie des Duvalier le 7 Février 1986, le peuple Haïtien avait opté pour la démocratie et la construction d'un Etat moderne et civilisé. Un Etat axé sur le respect des normes démocratiques. Il voulait vivre dans un Etat de droit. Malgré les balbutiements de la démocratie naissante, ce peuple n'entend plus vivre dans les royaumes barbares, rétrogrades à l'ordre seigneurial.

Pour la mémoire, nous reproduisons ici l'article 297 de la Constitution de 1987, « ***Toutes les Lois, tous les Décrets Lois, tous les Décrets restreignant arbitrairement les droits et libertés fondamentaux des citoyens notamment:***

a. Le Décret-Loi du 5 Septembre 1935 sur les croyances superstitieuses;

b. Loi du 2 Août 1977 instituant le Tribunal de la Sûreté de l'Etat;

c. La Loi du 28 Juillet 1975 soumettant les terres de la Vallée de l'Artibonite à un statut d'exception;

d. La Loi du 29 Avril 1969 condamnant toute doctrine d'importation; sont et demeurent abrogé*s.* » Cet article est absent de la version amendée de la constitution.

Lettre du Commandant en chef Fidel Castro au président Hugo Chavez à l'occasion de son retour au Venezuela

Suite de la page (20)

Cher Hugo,

Je suis grandement satisfait que tu aies pu retourner au coin de terre des Amériques que tu aimes tant et auprès du peuple frère qui t'appuie tant.

Pour atteindre cet objectif, il a fallu une longue et angoissante attente, ton étonnante endurance physique et le dévouement total des médecins comme ils l'ont fait pendant dix années.

Il est absolument juste de mentionner l'imbattable constance avec laquelle les membres les plus proches de ta famille, tes camarades de la direction révolutionnaire, les Forces armées bolivariennes, réarmées et rééquipées par toi, et les honnêtes gens de par le monde ont manifesté leur sympathie.

Une mention spéciale revient au peuple vénézuélien pour l'encouragement qu'il t'a apporté à travers ses manifestations journalières d'enthousiaste et d'irréductible appui. C'est à cela que tu dois un retour heureux au Venezuela.

Tu as beaucoup appris de la vie, Hugo, durant ces dures journées de souffrances et de sacrifice. Maintenant que nous n'aurons pas le privilège d'avoir de tes nouvelles tous les jours, nous reviendrons à la méthode de correspondance que durant des années nous avons utilisée.

Nous vivrons toujours en nous battant pour la justice entre les êtres humains sans avoir à craindre les années, les mois, les jours ou les heures, humblement conscients qu'il nous a été donné de vivre durant la période la plus critique de l'histoire de notre humanité. Notre peuple, qui est aussi le tien, demain, apprendra ton retour au Venezuela, grâce à cette lettre même.

Tout a dû se faire avec beaucoup de discrétion, pour ne pas donner aux groupes fascistes l'occasion de planifier leurs actions cyniques contre le processus révolutionnaire bolivarien.

Lorsque le bloc socialiste s'est effondré et l'URSS désintégrée, l'impérialisme, avec le poignard aiguisé de son blocus se proposait de noyer dans le sang la révolution cubaine ; alors le Venezuela, un pays relativement petit dans l'Amérique divisée, a été en mesure de l'en empêcher. A cause du temps, je ne mentionne pas les nombreux pays des Antilles, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud que le Venezuela a été en mesure d'aider, en plus de leurs grands plans économiques et sociaux. C'est pour cela que tous les honnêtes gens dans le monde ont suivi de près "la santé et les nouvelles de Chavez".

Toujours en avant vers la victoire!

Une forte accolade!

Fidel Castro Ruz
17 février 2013

Tragédie regrettable à Petit-Goâve, 3 morts et un blessé grave

Le week-end dernier, dans la commune de Petit-Goâve, 3 personnes dont deux jeunes hommes et une demoiselle, ont perdu leur vie dans des circonstances assez tragiques.

En effet, une jeune fille du nom de Robertine Desrosiers, 18 ans, élève de seconde dans une école de la ville de Petit-Goâve, s'est suicidée par pendaison pour avoir été trop admonestée par ses parents qui s'évertuaient à la corriger.

Les deux autres victimes, les 2 frères Palméra dont Samuel et Moïse, sont tombés dans un puis qu'ils étaient en train de creuser. Le dernier est un professeur de langues qui enseigne l'espagnol dans plusieurs écoles de la ville de Petit-Goâve

Leur père, Wildor Palméra, ayant appris la nouvelle s'est précipité sur les lieux, dans le but de pouvoir les sauver. Il s'est jeté au fond du puis d'où il est sorti gravement blessé.

Lettre du Commandant en chef Fidel Castro au président Hugo Chavez à l'occasion de son retour au Venezuela



Fidel et Raul Castro visitant Hugo Chavez dans sa chambre d'hôpital, à la Havane

Suite à la page (19)